

SAMIR AMIN

LE TRENTIEME ANNIVERSAIRE DU CODESRIA

Le CODESRIA célèbre cette année son trentième anniversaire. Belle occasion pour réfléchir sur les défis auxquels l'institution fut confrontée au cours de ces trois décennies, comment les intellectuels africains qui en ont animé les activités les ont analysées et quelles réponses ils leur ont données, comment aujourd'hui ils lisent les transformations qui, opérant à l'échelle mondiale, affectent l'Afrique.

PREMIERE PARTIE

LE DEFI DU DEVELOPPEMENT, LES CONCEPTS DES ANNEES 1960 ET 1970

La seconde guerre mondiale s'était soldée par une triple victoire : celle de la démocratie sur le fascisme, celle de l'armée soviétique sur la barbarie nazie, amorçant celle des peuples d'Asie et d'Afrique sur le colonialisme ancien.

Cette triple victoire a façonné un système mondial qui s'est déployé pendant près d'un demi siècle, caractérisé par la régulation sociale de l'accumulation du capital et du développement particuliers à chacune des trois grandes composantes du système (l'Ouest, l'Est et le Sud) : la régulation social démocrate dans les pays du capitalisme avancé (le Welfare State) donnant aux revendications des classes ouvrières concernées une légitimité qu'elles avaient jamais eu dans l'histoire antérieure du capitalisme, celle propre au « socialisme réellement existant » dans ses formes soviétique et chinoise (capitalisant le bénéfice de la victoire des armées soviétiques puis de celle de l'armée chinoise de libération), celle enfin des nationalismes populistes des trois continents de la périphérie du système – Asie, Afrique et Amérique latine – sur la base de laquelle les concepts nouveaux de « développement » ont pu prendre corps. Cette triple régulation des rapports sociaux internes devait à son tour donner au fonctionnement du système mondial des caractères également particuliers, nouveaux dans l'histoire, fondés sur la négociation des régulations tant de la vie économique internationale que des rapports politiques entre les nations de la planète. Ce système donnait aux Nations Unies une place centrale dans la gestion de la mondialisation : lieu de la confrontation des points de vue, de recherche de compromis et de mise en œuvre des politiques qui en résulteraient (dont entre autre les « décennies du développement » des Nations Unies). Cette lecture, que j'ai développée ailleurs, n'est pas celle que la mode semble avoir imposé depuis l'effondrement du système soviétique, laquelle réduit abusivement l'époque à celle de la confrontation « Ouest-Est » (la « guerre froide »).

C'est dans ce cadre qu'il faut situer la montée des mouvements de libération nationale asiatiques et africains, imposant à l'impérialisme – toujours dominant dans toutes les étapes successives du déploiement de l'expansion capitaliste mondialisée – la reconnaissance de l'indépendance politique des nations d'Asie et d'Afrique. C'est dans ce cadre qu'allait se constituer le « Mouvement des Non Alignés » dont les concepts ont commandé ceux du développement économique et social et de la gestion de la politique mondiale pendant une vingtaine d'années – de 1955 à 1975.

1. LE MOUVEMENT DES NON ALIGNES ET L'ERE DE BANDOUNG (1955 – 1975)

En 1955, les principaux chefs d'Etats des pays d'Asie et d'Afrique ayant reconquis leur indépendance politique se réunissaient pour la première fois à Bandung. L'expérience des nouveaux pouvoirs qu'ils représentaient était encore fort brève ; et la bataille pour l'achèvement de la tâche historique de l'indépendance n'était pas achevée : la première guerre du Viet Nam venait à peine de se terminer que déjà la seconde se dessinait à l'horizon, la guerre de Corée se terminait sur le statu quo, la guerre d'Algérie battait son plein, la décolonisation de l'Afrique au sud du Sahara n'était pas même encore envisagée, le drame palestinien en était encore à sa première époque.

Les leaders asiatiques et africains réunis à Bandung étaient loin d'être identiques les uns aux autres. Les courants politiques et idéologiques qu'ils représentaient, leurs visions de l'avenir de la société à construire ou à

reconstruire et de ses rapports à l'Occident, autant de thèmes de la différence. Néanmoins, un projet commun les rapprochait et donnait un sens à leur réunion. A leur programme minimum commun figurait l'achèvement de la décolonisation politique de l'Asie et de l'Afrique. De surcroît ils entendaient tous que l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin était la conquête de la libération économique, sociale et culturelle. Ici deux visions départageaient les hôtes de Bandung : il y avait l'opinion majoritaire de ceux qui pensaient le "développement" possible dans "l'interdépendance" au sein de l'économie mondiale, et celle des leaders communistes qui pensaient que sortir du camp capitaliste conduirait à reconstruire - avec, sinon derrière, l'URSS - un camp socialiste mondial.

Les leaders du tiers monde capitaliste qui n'envisageaient pas de "sortir du système", de "déconnecter" ne partageaient pas non plus entre eux la même vision stratégique et tactique du "développement". Mais, à des degrés variables, ils pensaient que l'édification d'une économie et d'une société développée indépendante (fut-ce dans l'interdépendance globale) impliquait un certain degré de "conflit" avec l'Occident dominant (l'aile radicale estimait devoir mettre un terme au contrôle de l'économie nationale par le capital des monopoles étrangers).

De surcroît, soucieux de préserver l'indépendance reconquise, ils refusaient d'entrer dans le jeu militaire planétaire et de servir de base à l'encerclement des pays socialistes que l'hégémonisme américain tentait d'imposer. Cependant, ils pensaient aussi que refuser l'insertion dans le camp militaire atlantiste n'impliquait pas qu'il soit nécessaire de se placer sous la protection de l'adversaire de celui-ci, l'URSS. D'où le "neutralisme", le "non alignement", nom du groupe de pays et de l'organisation qui allait sortir de l'esprit de Bandung..

Le rapprochement des Etats afro-asiatiques avait déjà été amorcé par la constitution, au sein des Nations Unies, du groupe arabo-asiatique. Bandung devait renforcer ce rapprochement et donner un coup de fouet à cette lutte. Trois ans plus tard, dans Accra libérée, Kwame Nkrumah proclamait que "l'Afrique devait s'unir". Mais elle ne le fera, l'indépendance acquise et après l'échec du panafricanisme nkrumaïste, puis la démonstration d'impuissance des deux camps constitués à propos du Congo (groupe de Casablanca et groupe de Monrovia, de 1960 à 1963), que sous la forme minimale de la constitution de l'OUA en 1963.

De sommet en sommet au cours des décennies 1960 et 1970, le "non-alignement" désormais institutionnalisé en "Mouvement des Non alignés" rassemblant la presque totalité des pays d'Asie et d'Afrique devait glisser progressivement des positions d'un front de solidarité politique axé sur le soutien aux luttes de libération et le refus des pactes militaires, à celles d'un "syndicat de revendications économiques vis à vis du Nord". Les Non alignés devaient dans ce cadre s'allier aux pays d'Amérique latine qui - à l'exception de Cuba - n'avaient jamais pu envisager de s'opposer à l'hégémonisme des Etats Unis. Le groupe des 77 (l'ensemble du Tiers Monde) traduisait cette large alliance nouvelle du Sud. La bataille pour un "nouvel ordre économique international", engagée en 1975, après la guerre d'Octobre 1973 et la révision des prix du pétrole, couronne cette évolution, pour en sonner le glas.

Ni au plan politique, ni à celui de la bataille économique, l'Occident n'allait accepter de gaité de cœur l'esprit de Bandung et le non alignement. La véritable haine que les puissances occidentales réserveront aux dirigeants radicaux du tiers monde des années soixante (Nasser, Soekarno, Nkrumah, Modibo Keita), presque tous renversés à la même époque, dans les années 1965-1968, période dans laquelle se situe l'agression israélienne de Juin 1967 contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie démontre que la vision politique du non alignement n'était pas acceptée par les puissances de l'alliance atlantique. C'est donc un camp non aligné affaibli politiquement qui allait affronter la crise économique globale à partir de 1970-1971.

Ce qu'on peut appeler aujourd'hui "l'idéologie du développement", maintenant entrée dans une crise qui lui sera peut être fatale, a connu sa "grande époque" précisément entre 1955 et 1975. L'économie politique du non alignement bien que souvent implicite et floue peut être défini par les éléments suivants :

- la volonté de développer les forces productives, de diversifier les productions (notamment d'industrialiser),
- la volonté d'assurer à l'Etat national la direction et le contrôle du processus,
- la croyance que les modèles "techniques" constituent des données "neutres" qu'on ne peut que reproduire, fut-ce en les maîtrisant,
- la croyance que le processus n'implique pas en premier lieu l'initiative populaire mais seulement le soutien populaire aux actions de l'Etat,
- la croyance que le processus n'est pas fondamentalement contradictoire avec la participation aux échanges au sein du système capitaliste mondial, même s'il entraîne des conflits momentanés avec celui-ci.

Les circonstances de l'expansion capitaliste des années 1955-1970 ont, jusqu'à un certain point, facilité les succès de ce projet. La page de cette histoire du non alignement paraît tournée depuis que le système global est entré - à

partir de 1980 - dans une phase de redéploiement sur les bases d'une mondialisation nouvelle néo-libérale. Mais celle-ci a-t-elle véritablement un avenir? Les résistances à la vision libérale globalisée se renforcent. Le Sud parviendra-t-il à réorganiser son front de résistance et devenir un "non alignement sur la globalisation et l'hégémonisme des Etats Unis" ?

Le CODESRIA est un produit de cette époque, marquée en particulier par l'indépendance reconquise des pays du continent, autour de 1960 pour la plupart d'entre eux (la lutte se poursuivant dans les colonies portugaises et en Afrique australe). L'époque était marquée également par l'affirmation de principe du panafricanisme, en dépit de l'éclatement des anciens empires coloniaux en une multitude d'Etats nouveaux, et, dans cet esprit la création de l'OUA. Elle fut également celle du déploiement de l'idéologie du développement.

II-La création du Codesria

Le CODESRIA et le Forum du Tiers Monde ont été créés au même moment (l'année 1973) dans le cadre politique général de l'époque dessiné ci-dessus. Cette création double n'est pas due au hasard. Le CODESRIA a été pensé comme une institution panafricaine de première importance, tandis que le FTM a l'ambition de couvrir les trois continents du Sud – l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Les deux institutions – comme le CLACSO – ont des vocations qui s'inspirent du même esprit : animer le débat social critique dans toutes ses dimensions.

La reconnaissance du rôle des intellectuels dans le façonnement de l'histoire est au cœur de la conception qui a présidé à cette double création. Entendant par intellectuels ceux qui, au-delà de leurs compétences scientifiques nécessaires, entendent donner à leurs recherches une portée qui ait l'impact requis pour mériter d'être considérées comme des contributions effectives au façonnement de leurs sociétés. Sans restreindre l'ambition de cet impact aux cercles chargés de la « décision » - gouvernements en premier lieu. Au-delà de cette vision « technocratique » l'intellectuel est préoccupé par le projet sociétal dans lequel s'inscrit la décision sur laquelle il espère peser.

J'étais à l'époque directeur de l'IDEP (Institut Africain de Développement Economique et de Planification – une institution de la famille des Nations Unies), fonction que j'ai occupée de 1970 à 1980. Cette position – dans les conditions de l'époque – facilitait l'entreprise – la création du CODESRIA et du FTM (comme aussi celle de l'ENDA – Environnement pour le Développement en Afrique – sujet que je ne discuterai pas ici). Elle me permettait de remplir le rôle d'une sorte de catalyseur de ces projets et d'en faciliter matériellement le démarrage.

J'étais personnellement convaincu qu'il fallait créer un Conseil Africain des Sciences sociales, en s'inspirant au départ du modèle du CLACSO latino-américain. En 1972, j'assistais au Congrès du CLACSO à Mexico et réalisais à quel point le rôle de cette institution était important dans la formulation d'une réflexion latino-américaine indépendante. J'étais convaincu qu'en Afrique, encore largement dominée par les fabricants de « politiques de développement » des assistances techniques étrangères et internationales, créer les conditions d'une réflexion africaine s'imposait avec encore plus d'évidence. Non que cette réflexion n'existât point, au moins dans les mouvements de libération nationale. Mais à peine indépendants les Etats africains étaient pris d'assaut par « l'assistance technique » qui ignorait tout de l'histoire politique de la libération.

Je me renseignais donc auprès du secrétaire exécutif du CLACSO, à l'époque l'argentin Enrique Oteiza, un intellectuel de haute qualité, devenu un ami personnel. Je saisisais donc les occasions offertes par les activités de l'IDEP, notamment les séminaires nationaux, pour réunir le noyau des pères fondateurs de l'institution. Mais il fallait un secrétariat minimal et il n'y avait pas de moyens financiers pour en soutenir la mise en place. J'acceptais donc la charge de Secrétaire Exécutif (j'en fus donc le premier) pendant les cinq années difficiles de lancement de l'opération. Je recrutais à l'IDEP deux intellectuels africains pour nous aider dans cette tâche. Abdalla Bujra, sociologue kenyan rencontré à l'époque à Dar Es Salam, et Thandika Mkandawire, un jeune et brillant étudiant Malawi rencontré en Suède. Ils se tirèrent d'affaire à la perfection. Bujra puis Mkandawire furent les deux Secrétaires exécutifs qui ont mis le CODESRIA sur les rails et lui ont fait gagner la confiance des chercheurs africains de qualité. Vingt ans plus tard le CODESRIA me décernait « le baobab d'or » - qui orne mon bureau du Forum du Tiers Monde – en reconnaissance à l'un des fondateurs de l'institution. Une reconnaissance à laquelle je suis sensible. En même temps, j'aidais Bujra et le président du Comité de direction du CODESRIA – le professeur ghanéen Tshumbariba à négocier avec le Sénégal un accord de siège pour loger l'institution à Dakar. Cela n'allait pas de soi. D'autres pays étaient candidats. Abdou Diouf, alors premier Ministre, devait, à la demande du Président Senghor, nous recevoir ensemble sur ce sujet et donner une suite favorable à notre requête. Simultanément je négociais avec la SAREC suédoise l'allocation d'un fonds spécial –

géré au départ par l'IDEP – affecté à cette opération. L'ayant obtenu, puis une fois l'accord de siège accordé par le Gouvernement du pays hôte, (le Sénégal) j'ai dit aux collègues du CODESRIA : « allez, prenez votre indépendance, installez vous dans votre propre bâtiment et gérer vos affaires par vous mêmes. J'ai rempli mon strict devoir : vous aidez à vous constituer » .

1 . Construire une pensée africaine autonome, construire le front intellectuel des trois continents : deux objectifs complémentaires

Les mouvements de libération nationale qui ont permis aux nations d'Asie et d'Afrique, à la suite de la seconde guerre mondiale, de reconquérir leur indépendance politique, le « desarrollismo » mis en question en Amérique latine par la marée montante de « l'école de la dépendance » (qualification par elle même discutable, mais là n'est par notre sujet ici) avaient créé des conditions favorables permettant la construction d'une pensée sociale indépendante à l'échelle des trois continents. Il fallait donc aider à la cristallisation de cette pensée à l'échelle de l'Afrique et des trois continents.

Il existait, depuis 1958, une organisation de Solidarité des Peuples Africains et Asiatiques, que le Mouvement des Non Alignés avait fondée. Son siège était au Caire, où l'organisation est d'ailleurs toujours domiciliée. En 1997 elle a tenté de sortir de sa léthargie en organisant une grande conférence, avec la collaboration du Forum du Tiers Monde. J'ai dit léthargie parce que cette organisation n'était en réalité pas parvenue à affirmer son indépendance vis à vis du groupe des gouvernements les plus actifs du MNA - ceux de l'Egypte nassérienne, de l'Inde, de l'Indonésie (jusqu'à la chute de Soekarno en 1966), et de quelques autres pays. Peut être même n'avait elle pas cherché à le devenir. Bénéficiant de soutiens financiers de ces gouvernements qui la mettaient trop à l'aise, elle ne représentait les «peuples» que par l'intermédiation des partis uniques censés en être l'émanation. L'organisation avait, de surcroît, fait une option « pro-soviétique » extrême, qui contribuait à réduire l'étendue de sa crédibilité. Enfin elle n'incluait pas l'Amérique latine, sauf Cuba, parce que ce continent était - et est resté - étranger au MNA.

Cuba de son côté avait créé à la fin des années 1960 la « Tricontinentale » qui se présentait cette fois comme l'organisation représentative des « peuples » des trois continents. Là encore qui trop embrasse mal étirent. Comment représenter les « peuples » ? Les deux seules formules que l'on connaisse jusqu'ici sont soit l'élection d'une Assemblée, soit la réunion de partis politiques. Or si dans certaines circonstances - et dans certaines limites - les Assemblées élues sont crédibles, il n'existe pas d'Assemblée des Assemblées opérant à une échelle régionale, a fortiori mondiale. On sait que le Parlement Européen lui même n'a pas conquis cette position, faute d'un gouvernement européen - fut-il confédéral - qui serait responsable devant lui. Certaines forces politiques ont parfois créé des « Internationales » qui rassemblent des « partis frères » par l'idéologie. C'est le cas des Internationales Socialistes et Communistes. La Tricontinentale était un lieu de rencontre de ce genre entre les mouvements de libération nationale et les partis (généralement uniques) issus de ceux-ci. Or l'histoire devait prouver le caractère hétéroclite de cet ensemble de « partis » du tiers monde.

Nous pensions donc dans des termes plus modestes: des associations d'intellectuels du tiers monde. Mais évidemment il fallait définir les objectifs et, en fonction de ceux-ci, les critères de sélection.

Nous n'étions certainement pas les seuls à penser à ce besoin d'intensifier les échanges de vues au sein des mondes intellectuels (définis d'une manière ou d'une autre), transgressant les frontières nationales. Les pouvoirs dominants des puissances occidentales y avaient pensé avant nous. La Banque Mondiale avait pris l'initiative de la formation d'une « Society for International Development » - la SID dont le siège est à Rome. Cette association avait l'ambition de rassembler des personnalités intéressées au «problème du développement» (sous entendu du Sud), nationaux du Sud et du Nord. L'option strictement réactionnaire des fondateurs, pour qui le développement est synonyme d'expansion du capitalisme, n' a jamais permis à la SID de sortir des sentiers balisés par la Banque Mondiale. Au point de dégénérer jusqu'à la caricature en un club dominé par les establishments anglo-saxons, sans culture autre que celle enseignée par l'économie conventionnelle du libéralisme de marché. Les quelques gestes faits de temps à autre pour offrir quelques strapontins à des figurants du tiers monde ne partageant pas intégralement les vues de Washington n'ont jamais paru bien crédibles. Pouvait-on créer une autre SID, qui rassemblerait les intellectuels critiques des concepts conventionnels du développement ? L'idée du Forum , du Clasco et du Codesria était de le faire. Simultanément la Trilatérale - le think tank des establishments américain, européen et japonais - avait rempli des fonctions certainement plus importantes que celles de la SID à l'époque de la guerre froide. Instrument de mobilisation idéologique contre l'Union soviétique et le communisme, cette institution fonctionnait en réalité dans une semi clandestinité. Le flambeau a été repris par des groupes néo-libéraux fondamentalistes, organisés eux aussi pendant longtemps dans une semi clandestinité dont ils ne sont sortis que lorsque le vent dominant a tourné en faveur de leurs thèses dans les années 1990. Ils sont à

l'origine des réunions annuelles de Davos, cette sorte de foire des milliardaires qui «vivent la mondialisation heureuse ».

2. Les instruments de la construction : Clacso , Codesria et Forum du Tiers Monde

L'idée de renforcer les échanges au niveau de chaque continent entre les universitaires et les intellectuels du tiers monde intéressés par les questions du développement avait également fait son chemin. Il n'est pas surprenant que cette idée ait pris naissance en Amérique latine. Il y avait à cela plusieurs raisons. L'une, fondamentale, est qu'une théorie-idéologie - dite développementaliste, « desarrolismo » en espagnol - s'était constituée à partir des réflexions, études et débats organisés par la CEPAL sous l'impulsion de Raul Prebisch. Cette théorie avait engendré - à partir du milieu des années 1960 - une contre théorie, celle qui fut qualifiée « d'école de la dépendance », à laquelle se ralliaient massivement les intellectuels à la fois critiques du « capitalisme dépendant » proposé à leurs pays et de la dogmatique des partis communistes orthodoxes (c'est à dire inscrits dans le soviétisme officiel) du continent. C'est ainsi qu'est né le CLACSO d'Amérique latine. La tradition de migrations - forcées par l'exil politique - des universitaires latino américains, voyageant d'une université à l'autre -opération facilitée par l'usage commun de l'espagnol et, pour les Brésiliens, par leur accès facile à cette langue - facilitait la réalisation du projet. J'avais pensé qu'une institution de la même famille pouvait être créée en Afrique, avec entre autre l'objectif de briser les oppositions stupides entre « francophones » et « anglophones », Afrique du Nord et Afrique au sud du Sahara, Afrique de l'Ouest, du Centre, Afrique australe et orientale etc. . L'idée du CODESRIA est née de ces circonstances. La situation en Asie était différente. D'abord quelques uns des pays de ce continent sont si gigantesques par eux mêmes - au moins la Chine et l'Inde - que le problème se pose nécessairement dans des termes différents. Ensuite parce que la tradition politique et culturelle était ici plus fortement différenciée qu'ailleurs. Il y avait la Chine communiste pour laquelle le débat sur les questions de ce genre se situait dans l'espace du marxisme et de rien d'autre . L'Inde constituait le centre fort du MNA, nourrissait son propre projet sociétairre que je qualifie de national bourgeois teinté de populisme, critiqué exclusivement par les marxistes des trois courants qui s'affronteront dans les conflits violents entre l'ancêtre (le Parti Communiste Indien), le Parti Communiste Marxiste et le Parti Communiste Marxiste-léniniste. Les pays de l'Asie du Sud Est d'une part, ceux de l'Asie occidentale d'autre part, se sentaient étrangers à ces axes lourds chinois et indien. Mais là l'autocratie violente des Etats a rendu impossible jusqu'à ce jour la création d'institutions régionales indépendantes, à l'instar du CLACSO d'Amérique latine et du CODESRIA africain.

L'analyse de cette situation me convainquait qu'il y avait une lacune grave dans le système et que l'idée d'un Forum du Tiers Monde pourrait compléter et renforcer ainsi les actions régionales des centres de chacun des trois continents et des pays du tiers monde. Les grandes conférences afro-latinoaméricaine et afro-asiatique que l'IDEP organisait à l'époque (en 1972 et 1974) amorçaient la construction du Forum. Vision « nationaliste du tiers monde » (je ne dis pas tiers mondiste) dans un premier temps. Oui, je l'admets. Il s'agissait d'abord de donner aux penseurs critiques du tiers monde le moyen de commencer à corriger le déséquilibre fondamental qui pèse lourdement dans toutes les instances internationales. Le monde est toujours vu du Nord. Il fallait lui opposer donc une vision du monde construite à partir d'une autre perspective. Il s'agissait aussi d'affirmer le pluralisme de la critique de « l'eurocentrisme » dominant (un « eurocentrisme » d'ailleurs aujourd'hui centré plus sur la jeune Amérique du Nord que sur la vieille Europe). D'y admettre donc différents courants de pensée. Et surtout d'éviter de tomber prisonnier d'une orthodoxie quelconque. Ne pas devenir une école parmi d'autres mais un lieu de débats critiques.

Nous imaginions donc la constitution d'un petit groupe de réflexion sur ces problèmes, se donnant clairement la mission de proposer la création d'un Forum du Tiers Monde, d'en définir les objectifs et le modus operandi. Il fallait que ce groupe fut suffisamment restreint pour être rapidement opérationnel dans un premier temps, suffisamment ouvert pour ne pas tomber dans un des nombreux pièges que l'entreprise rencontrerait sur sa route. Je consultais beaucoup quelques amis dont je sentais qu'ils partageraient l'idée et seraient disposés à s'y investir. Finalement les circonstances autant ou plus même que les choix raisonnés ont conduit à la constitution de ce premier groupe informel. Embarras du choix en ce qui concerne l'Amérique latine: tous les ténors du courant dit « dependentista » pouvaient trouver leur place dans le groupe. C'est finalement Celso Furtado - doyen d'âge - Fernando Henrique Cardoso, Enrique Oteiza (qui apportait son expérience à la direction du CLACSO), Pablo Gonzales Casanova qui ont été les plus actifs dans ces échanges de vues préliminaires. Pour l'Afrique nous avions l'équipe de l'IDEP et du CODESRIA naissant au sein de laquelle on pouvait poursuivre la discussion quotidiennement et sans frais, qu'on renforçait par les apports de Claude Aké (Nigeria), de Justinian Rweyemamu (Tanzanie), d'Ismail Abdallah (Egypte) et du groupe des Algériens concentrés au CREA. Pour l'Asie on avait pris des contacts avec des Indiens qui avaient manifesté leur intérêt pour l'entreprise(Paresch Chattopadhyay, Amiya Bagchi, Ramkrishna Mukerjee), des Thaïlandais actifs non seulement dans leur pays, mais

également en Asie du Sud-est (Kien Theeravit et Suthy Prasartset), le Sri Lankais Ponna Wignaraja, l'Académie des sciences sociales de la Chine et le Philippin George Aseniero, alors encore jeune.

En avril 1973, le gouvernement Allende du Chili nous invitait à nous réunir à Santiago. Je retiens cette date comme l'acte de naissance du Forum, même si ce n'est qu'à Karachi dix huit mois plus tard que les documents officiels constitutifs de l'association ont été adoptés. En effet à Santiago une série de décisions de principe ont été prises qui ont défini l'évolution ultérieure du Forum. Des principes que personnellement je considère avoir été les bons choix.

Premièrement que le Forum n'était pas un club de « fonctionnaires du développement » opérant soit aux niveaux nationaux (technocrates du Plan et autres), soit au niveau international dans les institutions de l'ONU. Pas question sur ce plan d'imiter la SID - friande de personnalités de pouvoir - en créant une SID du Sud. Le Forum devait rassembler des « penseurs » c'est à dire des intellectuels organiques. Le terme peut sonner un peu prétentieux. Mais il s'agissait de dire que tous les universitaires n'y trouveraient pas automatiquement leur place. Le Forum ne ferait pas double emploi avec les associations académiques, style association internationale (ou africaine, ou arabe, ou indienne etc.) des économistes (universitaires), ou des sociologues, ou des historiens. Avec tout le respect que l'on doit à ce type d'associations, nous voulions faire autre chose, qui sorte des exigences, conventions et limites des mondes académiques. Il appartient néanmoins aux organisations régionales comme le Codesria d'associer à son entreprise ces associations.

Deuxièmement que les « penseurs » en question, s'ils le sont, ne peuvent être définis en termes de disciplines scientifiques (économistes ou sociologues ou politologues); ils sont toujours « transdisciplinaires ». Ils peuvent être universitaires, fonctionnaires, responsables d'organisations politiques et sociales; mais ces fonctions, souvent d'ailleurs conjoncturelles, ne définissent pas un « droit » à être membre du Forum. Si le Forum mérite son nom, c'est à dire s'il devient lieu de débats (et non de recherches académiques) ses participants doivent avoir la dimension voulue pour les animer.

Troisièmement que ces « penseurs » sont critiques c'est à dire des « intellectuels organiques ». Et sur ce point, après de longs échanges de vues, on convenait de préciser la plateforme qui définit cette qualification. On avait retenu pour cette plateforme deux dimensions. L'un de ces axes de la critique procédait de l'idée que le système mondial n'est pas par lui même favorable au développement. Autrement dit que le développement n'est pas synonyme d'inscription dans l'expansion naturelle du système, mu par sa seule logique propre. Je traduis cette phrase dans mon langage: le développement n'est pas synonyme d'expansion capitaliste. Il implique donc le conflit avec la logique unilatérale qui commande cette expansion. Mais rien n'était défini au delà de cette position critique générale: l'appréciation de l'efficacité des moyens à mettre en oeuvre pour transformer le système était laissée au jugement de chacun, elle était l'objet des débats du Forum. L'autre axe de la critique concernait l'objectif fondamental du développement, qui est de répondre aux problèmes de l'ensemble de la population et non d'une minorité. Autrement dit le développement n'a de sens que s'il est populaire (au bénéfice du peuple). On ne suppose pas que ce type de développement puisse être le produit naturel et spontané d'une logique quelconque qui n'en ferait pas son axe propre, par exemple que le développement puisse être le produit des effets de retombée (« trickle down ») de la compétitivité et de la rentabilité. Mais ici aussi rien n'était imposé au delà de cette position de principe critique: l'alternative, qui place la finalité populaire du développement au cœur de la question du choix des critères de l'action, est ou n'est pas le socialisme, selon telle ou telle définition de ce système et en conformité avec telle ou telle théorie de l'évolution sociale. Ces questions sont précisément objets des débats.

Ces critères gouvernaient tout aussi bien les choix du CODESRIA naissant – comme ils étaient ceux du CLACSO. CODESRIA et CLACSO avaient la mission première d'animer tous les grands débats nécessaires pour la cristallisation des politiques de construction des Etats d'Afrique (comme d'Amérique latine) face aux défis de la mondialisation impérialiste de l'époque.

Sans doute les statuts du CODESRIA – comme ceux du CLACSO – avaient-ils leur spécificité, puisqu'il s'agissait de Conseils associant les centres universitaires de réflexion de chacun des deux continents. Par ailleurs le CODESRIA – plus encore que le CLACSO – avait une responsabilité importante supplémentaire : celle de soutenir le développement des centres nationaux, au départ démunis de moyens tant intellectuels que matériels. Cette tâche demeure jusqu'à ce jour d'autant plus importante que l'offensive dite libérale des deux dernières décennies s'est employée à affaiblir systématiquement les efforts déployés par les Etats dans le domaine de l'éducation, voire de démanteler les systèmes universitaires pour les « ajuster » aux besoins du déploiement du nouvel impérialisme. Face à ce défi, le CODESRIA a été et est inventif.

Le CODESRIA, comme le Forum du Tiers Monde – et même le CLACSO (qui n'est l'aîné du Codesria que de quelques années)– ont été créés au moment où les modèles de développement pensés dans le cadre de la montée des mouvements de libération nationale (et de la critique du desarrollismo en Amérique latine) amorçaient leur essoufflement. Ils ont été de ce fait au cœur de la critique d'avant garde de ces modèles (que je qualifie de « nationaux populistes »). Ces institutions n'ont donc jamais été des « courroies de transmission », ni des idéologies et modèles préconisés par les institutions de l'impérialisme dominant (comme la Banque Mondiale), ni de celles mises en œuvre par les Etats de l'ère de Bandung. Elles ne se sont jamais laissées traîner derrière les évolutions ; mais au contraire se sont situées parmi les critiques précoces des évolutions en cours. On en trouve un reflet dans les concepts relatifs au développement débattus.

III-LE PARADIGME DU DEVELOPPEMENT

Le développement est un concept idéologique qui suppose la définition du projet sociétair qui est l'objectif de son déploiement. Parce qu'ils craignent que ce projet ne soit celui d'une utopie pure et simple les « réalistes » assimilent le développement « possible » (le seul « possible ») comme l'ajustement intelligent aux tendances spontanées du système (capitaliste bien entendu) et réduisent le concept de développement à celui d'expansion du marché (sur la base des rapports sociaux propres au capitalisme), éludant par là même tout objectif de transformation qualitative allant au delà des logiques fondamentales du système.

Or le capitalisme mondialisé réellement existant est par nature polarisant, rendant par là même vain tout espoir de voir un jour ses « périphéries » rattraper ses « centres ». Dans ces conditions le développement est confronté au double défi à la fois de développer les forces productives (« rattraper » en partie tout au moins) et de « faire autre chose » (sortir des logiques strictes du capitalisme).

Les concepts de développement autocentré (endogène, « self reliant »), la définition du contenu social de celui-ci (bourgeois, étatique, national populaire) cohérent avec les objectifs de ce développement autocentré et historiquement possible, celle des moyens à mettre en œuvre à cette fin, entre autre de la « déconnexion » (en anglais « delinking ») par rapport aux logiques dominantes du capitalisme mondialisé, celle de la perspective à long terme du projet de société mondiale dans laquelle s'inscrivent les avancées et les transformations rendues possibles par elles la perspective du socialisme ou celle du projet sociétair d'avenir quel qu'en soit la dénomination, sont ensemble au cœur de la problématique du développement dont ils définissent les contours du paradigme. Celui-ci est donc un paradigme critique du monde actuel réellement existant, dans toutes ses dimensions, et de ce fait mobilise l'imaginaire inventif propre à l'utopie créatrice.

1 . Le capitalisme mondialisé réellement existant est polarisant par nature

Le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente des temps modernes qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme. Car si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaire, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, ce principe général signifie que la longue transition constitue un passage obligé, incontournable, par la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale autocentrée. Cette construction est contradictoire dans tous ses aspects : elle associe des critères, institutions, modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial, elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progressistes, en conflit avec les intérêts capitalistes dominants. Les classes dirigeantes, par leur nature historique, inscrivent leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent pas réellement envisager la déconnexion. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme.

2 . L'option d'un développement autocentré est incontournable

Le développement autocentré (ou encore « développement endogène » ; en anglais *self reliant*) a constitué historiquement le caractère spécifique du procès d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et a déterminé les modalités du développement économique qui en sont résultées, à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcée par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries par contre le procès de l'accumulation du capital est principalement dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte « dépendant ».

Le développement autocentré suppose donc ce qu'on peut appeler une maîtrise des cinq conditions essentielles de l'accumulation :

-la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail (ce qui suppose à un premier stade que la politique d'Etat assure un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital, et à un second stade que la production en masse de biens salariaux puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale) ;

-la maîtrise locale de la centralisation du surplus (ce qui suppose non seulement l'existence formelle d'institutions financières nationales mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational) garantissant la capacité nationale à en orienter l'investissement ;

-la maîtrise locale du marché (largement réservé en fait à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autres) et la capacité complémentaire d'être compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement ;

- la maîtrise locale des ressources naturelles (qui suppose au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'Etat national de les exploiter ou de les garder en réserve ; en ce sens les pays pétroliers qui ne sont pas libres en fait de « fermer le robinet » - s'ils venaient à préférer garder ce pétrole dans leur sous-sol plutôt que de posséder des avoirs financiers dont on pourra à tout moment les exproprier – n'ont pas cette maîtrise) ;

- enfin la maîtrise locale des technologies en ce sens que, inventées localement ou importées, celle-ci peuvent être reproduites rapidement sans qu'on soit contraint indéfiniment d'en importer les inputs essentiels (équipements, savoir-faire, etc.).

Le concept de développement autocentré, auquel on pourrait opposer le concept antinomique de développement dépendant (produit par l'ajustement unilatéral aux tendances dominantes qui commandent le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale) n'est pas réductible à l'antinomie stratégies de substitution d'importations/stratégies orientées par l'exportation. Ces deux derniers concepts relèvent de l'économie vulgaire qui ignore que les stratégies économiques sont toujours mises en œuvre par des blocs sociaux hégémoniques à travers lesquels s'expriment les intérêts dominants la société du moment.

La dynamique du modèle du développement autocentré est fondée sur une articulation majeure, celle qui met en relation d'interdépendance étroite la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. Les économies autocentrées ne sont pas fermées sur elles même ; au contraire elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent, par leur potentiel d'exportation, le système mondial dans sa globalité. A cette articulation correspond un rapport social dont les termes majeurs sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système : la bourgeoisie nationale et le monde du travail. La dynamique du capitaliste périphérique - l'antinomie du capitalisme central autocentré par définition - est fondée par contre sur une autre articulation principale qui met en relation la capacité d'exportation d'une part et la consommation - importée ou produite localement par substitution d'importation - d'une minorité d'autre part. Ce modèle définit la nature compradore - par opposition à nationale - des bourgeoisies de la périphérie.

3 . Une lecture critique des tentatives historiques d'un développement autocentré populaire ou socialiste s'impose

Depuis trois quarts de siècle la question du développement autocentré et de la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions populaires contre le capitalisme réellement existant : dans les révolutions socialistes russe et chinoise comme dans les mouvements de libération des peuples du tiers monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question, en rapport étroit avec celles qui ont été données à tous les autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération

nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société, doivent faire l'objet d'une lecture critique permanente, tirant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, évolue et s'adapte en permanence aux défis que représentent pour lui les révoltes des peuples, les termes et conditions dans lesquels se posent ces questions sont eux même l'objet d'une évolution permanente. Développement autocentré et déconnexion ne sauraient donc jamais être réduits à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique. Ces concepts doivent être repensés en fonction des leçons de l'histoire et de l'évolution de la mondialisation capitaliste.

La longue vague de libération nationale qui a balayé le tiers monde dans l'après seconde guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat assis principalement sur les bourgeoisies nationales qui ont contrôlé, à des degrés divers, les mouvements de libération nationale. Ces bourgeoisies ont produit des projets de « développement » - une véritable idéologie du développement – conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer « l'indépendance dans l'interdépendance mondiale ». Ces stratégies n'envisageaient donc pas de déconnexion au sens véritable du principe, mais seulement une adaptation active au système mondial, un choix qui, avec d'autres, exprime bien la nature bourgeoise nationale des projets en question. L'histoire devait démontrer le caractère irréaliste du projet, qui, après s'être déployé avec succès en apparence entre 1955 et 1975, s'est essoufflé, conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites « d'ouverture », de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste.

L'érosion des projets du « développementalisme » des pays du tiers monde et du soviétisme (le soit disant socialisme réel) jointe à l'approfondissement de la mondialisation capitaliste dans les centres dominants de l'Occident ont ouvert le champ au discours unilatéral, désormais dominant, proposant l'inscription dans la mondialisation capitaliste comme un choix sans alternatives.

Il s'agit là d'une utopie réactionnaire puisque la soumission aux impératifs de l'expansion du marché mondial toujours bidimensionnel ne permet pas de dépasser la mondialisation polarisante. Le développement autocentré et la déconnexion restent donc la réponse incontournable au défi de la nouvelle étape de mondialisation capitaliste polarisante.

4. Le concept de déconnexion

Je suis l'un de ceux qui sont responsables de cette expression- déconnexion en français. Le choix du terme me paraît discutable ; dans les sciences sociales, on utilise forcément des termes du langage courant qui ont un sens courant mais qui n'ont pas exactement le même sens dans l'analyse qu'on se propose ou même qui ont différents sens selon la vision qu'on a du défi, de l'analyse politico-idéologique, qu'on fait sienne, de la stratégie qu'on propose.

Je maintiens mon point de vue parce que j'ai toujours défini ce que j'entendais par déconnexion en disant que ce n'est pas l'autarcie. Ce n'est pas « au revoir », nous émignons vers une autre planète, nous rompons tous les liens, qu'il s'agisse d'échanges commerciaux, d'emprunts de technologie ou de participation à la vie politique de la planète pour vivre à part. Ce n'est pas cela du tout. C'est un choix stratégique qui consiste à soumettre ses relations extérieures aux impératifs du changement progressiste interne.

Le concept de déconnexion, c'est le contraire de celui d'ajustement structurel tel qu'il est entendu par la Banque Mondiale entre autres. J'emploie déjà le terme d'ajustement structurel dès 1957, en disant : ce que le capitalisme, comme système mondial, impose c'est un ajustement structurel permanent des périphéries qu'il construit, une soumission permanente et renouvelée aux exigences du développement du centre. Or nous avons besoin du contraire de cet ajustement structurel permanent. Nous avons besoin de déconnecter, c'est à dire de contraindre le système, lui, à s'ajuster à des transformations internes et à ce qu'elles impliquent dans le domaine économique et dans les autres domaines de la vie sociale. Nous devons contraindre le système à s'ajuster aux exigences de notre développement, dans un sens progressiste entendu au sens large du terme, en prenant en considération les étapes de l'évolution. Dans ces conditions, nous avons besoin de rompre avec la soumission à la logique de loi de la valeur qui commande la reproduction du capitalisme mondialisé, de mettre en place les structures sociales d'abord - c'est la base - mais aussi les modes de gestion du système économique - la planification, disons, ou d'une façon plus large la régulation - sur la base d'une expression appropriée de loi de la valeur en conformité avec les exigences d'un développement socialement progressiste –conçu en termes d'étapes, évoluant donc dans le temps. Et contraindre, autant qu'on le peut, le système non seulement à le tolérer mais à lui-même s'y ajuster. Ajustement du Nord aux exigences du développement du Sud et non pas ajustement du Sud aux exigences de la poursuite du développement du Nord. On peut encore dire « ajustement

réci-proque ». Je n'y vois pas d'inconvénient, et c'est cela mon concept de déconnexion. Bien entendu, comme tout mot qui a un écho politique, et il l'a eu, il risque de devenir n'importe quoi. Il m'est arrivé d'en discuter avec Nyerere qui aimait beaucoup le terme de *delinking* et j'ai été persuadé très rapidement que pour lui cela voulait dire tout autre chose. Il y avait dans son discours un écho de ce que j'appelle le culturalisme : nous avons nos valeurs etc. Quand je disais « la » valeur, lui pensait « les » valeurs. Ce terme de déconnexion a donc été parfaitement intégré dans le discours national-populiste, mais il perdait complètement sa rigueur.

DEUXIEME PARTIE

NOUVELLE PHASE DE L' EXPANSION IMPERIALISTE , NOUVEAUX DEFIS

Aujourd'hui, avec Adebayo Olukoshi, la nouvelle génération a pris la relève des anciens à la direction du Codesria, affrontant avec lucidité une conjoncture nouvelle et difficile dont je tenterai de définir les enjeux dans ce qui suit. Le Codesria a su préserver son indépendance qui est la garantie de la pertinence des analyses produites par les intellectuels africains critiques, face à un adversaire toujours à l'affût, soutenant avec largesse financière la création de centres prétendus « d'excellence » spécialisés dans la production de techniciens sans culture dont a besoin la mise en œuvre des politiques imposées par le capital dominant.

IV- DU PROJET DE NOEI (1975) AU G7 ET A CANCUN (1981) ; L'OFFENSIVE DE L'IMPERIALISME ET LE DECLIN DES NATIONS UNIES

Les Nations Unies ont été créées après la deuxième Guerre mondiale comme le produit d'une double victoire, celle de la démocratie sur le fascisme et dans les années suivantes celle des peuples d'Asie et d'Afrique sur le vieux colonialisme. Les Nations Unies ont été conçues comme fondement d'un système de gestion d'une mondialisation défini en fonction de deux défis : un défi politique - comment gérer un système d'interdépendance de souverainetés nationales de pays inégaux dans les faits - d'une part et d'autre part comment contribuer, à travers cette gestion, à la réduction du fossé Nord-Sud - c'est la thèse du rattrapage économique.

C'est à partir de là que s'épanouit la grande époque des Nations Unies, c'est à dire l'ère de Bandoung, 1955-1975, allant jusqu'à la proposition du nouvel ordre économique international faite en 1975. C'est le grand moment, celui où les pays du Tiers monde disposent de la marge relative d'autonomie la plus grande dans l'histoire moderne et où ils utilisent, bien ou mal, cette marge pour accélérer le « développement », c'est à dire tenter de réduire le fossé, et transformer le monde.

Progressivement les pays d'Asie et d'Afrique ont imposé que l'ONU face une place à leur aspiration à la modernisation, au développement, au rattrapage. Il a donc fallu avoir une vision de la gestion du système économique mondial. C'est à partir de ce moment que les Nations Unies développent leur vocation à devenir un instrument du développement mondial qui est critiqué d'une manière injuste à l'heure actuelle. On peut certes constater que les négociations entreprises dans les instances de l'ONU étaient longues, que peu d'entre elles ont abouti à des résultats écrits et positifs. Les puissances occidentales en sont largement responsables. Néanmoins ces négociations ont créé une atmosphère et fait admettre le principe que les conditions de la participation au système économique mondial, qu'il s'agisse de parts de marché ou du statut des investissements étrangers, devaient être négociées. C'était l'idée que le système mondial ne peut pas être imposé par les plus forts ou par le recours à des règles spontanées, quasi « surnaturelles » - le marché est Dieu - mais qu'il doit être négocié parce qu'il y a des intérêts en conflit, qu'il faut reconnaître comme tels, qu'il s'agisse de conflits de classes à l'intérieur des nations ou de conflits entre les nations. Il faut reconnaître le conflit des intérêts et reconnaître que la gestion de ce conflit implique des compromis, donc des négociations véritables.

L'Assemblée Générale des Nations Unies, en septembre de chaque année, était un événement important. On y rencontrait des personnages d'envergure, qui étaient responsables et sérieux. On pouvait discuter avec des politiciens qui avaient leur vision propre sur ce que l'on pourrait faire, ce qu'il faudrait faire. Autrement dit, bien que le terme ne fut pas à la mode à l'époque, on pratiquait la politique d'un monde polycentrique, même entre inégaux. La réalité n'était pas du tout conforme au discours que l'on tient actuellement sur la guerre froide et la bipolarité, comme si les uns et les autres n'étaient que des serviteurs de l'une ou de l'autre des super puissances. Il y avait certes quelques serviteurs des uns et des autres, mais il y avait une grande marge de liberté entre les deux blocs. Réduire cette période à la « guerre froide » comme le fait le discours actuel c'est tourner le dos à l'histoire réelle de l'époque.

Ce grand moment des Nations Unies se retourne très brutalement, et dans un temps très court, entre le rejet du nouvel ordre économique internationale (1975) et Cancun (1981). En 1975, les pays non-alignés et le groupe des 77 - les pays non-alignés constituaient le moteur tandis que les 77 regroupaient avec les Africains et les Asiatiques, les Latinos-Américains qui n'ont jamais osé aller jusqu'au non-alignement pour ne pas afficher une position « anti nord-américaine » (sauf Cuba), - proposent ce fameux nouvel ordre économique international. Les puissances occidentales rejettent la proposition. Or cet échec des pays du tiers monde vient alors que le potentiel des régimes nationaux populistes atteint ses limites historiques, s'épuise. Le Président Reagan comprend que le moment est venu pour les Etats Unis de passer à l'offensive et d'imposer leurs vues unilatérales. En même temps, s'épuisait la capacité du système soviétique, voire même du système chinois, de constituer une menace suffisante, pas seulement militaire, mais également idéologique, culturelle, pour que les puissances occidentales soient obligées d'en tenir compte dans leur rapport avec le Sud. Affaiblissement des systèmes de l'Est, basculement donc du rapport de force très brutal. Cela correspondait aussi à un basculement interne propre aux sociétés occidentales développées. La victoire sur le fascisme en 1945 avait donné aux classes ouvrières en Occident une légitimité qu'elles n'avaient jamais eue jusque là, permettant, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, aux partis socialistes, voire aux partis communistes, d'être associés à l'exercice du pouvoir politique. Le welfare state a fait faire un bond gigantesque aux sociétés européennes. Dire qu'il a échoué n'a pas de sens. Mais son potentiel s'est épuisé, d'où le retournement amorcé brutalement en Angleterre et aux Etats-Unis, avec Thatcher et Reagan en 1980. Cancun vient à ce moment et permet l'affirmation arrogante de l'hégémonisme américain, annulant toute marge de négociation internationale Nord-Sud.

L'institution du G7 fournit son instrument au nouvel impérialisme collectif de la triade. C'était en effet le moyen de substituer par la bande à l'ONU - en dépit de toutes ses faiblesses - un autre niveau de décision internationale en en donnant le monopole aux plus riches. Cela a permis la mise en place de ce qui est devenu la Triade. Jusqu'à la seconde guerre mondiale l'impérialisme s'était toujours conjugué au pluriel. Les impérialismes étaient en concurrence violente. La Triade permet la mise en place de ce que j'appelle un nouvel impérialisme collectif exercé par l'ensemble des centres, du monde développé. Mais un impérialisme collectif qui a un leader, les Etats Unis. Désormais donc il n'y a plus de négociation mais un diktat unilatéral dont les programmes dits d'ajustement structurel ont constitué la première manifestation. Ce langage nouveau a été utilisé pour la première fois par Reagan à Cancun en 1981 : « Ils n'ont qu'à faire ce qu'on leur dit ». C'est à ce moment-là que la mondialisation néo-libérale est mise en place conduisant à la marginalisation de l'ONU. Dans cette triste affaire la responsabilité des Européens est grande, puisqu'ils ont accepté de s'aligner sur les stratégies de l'hégémonisme américain. C'était la fin du discours et des politiques de développement. Dans ces circonstances l'insertion du projet européen dans ce cadre de la mondialisation américaine portait en elle l'effacement de ce projet, devenu le volet européen du projet américain.

V- L'ETAPE NOUVELLE DU DEPLOIEMENT IMPERIALISTE : FAUX PROBLEMES ET VRAIS DEFIS

Le discours dominant associe abusivement la « révolution scientifique et technologique » en cours et les principes de la gestion libérale mondialisée comme s'il s'agissait de réalités inséparables pour, ensuite, en déduire que celles des sociétés qui choisissent de s'intégrer « intelligemment » dans cette double réalité seront « gagnantes » à coup sûr ... Les dérives du discours « post moderniste » constituent alors l'idéologie d'accompagnement de cet économicisme banal et vulgaire.

1-LA REVOLUTION TECHNOLOGIQUE AU CŒUR DES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME VIEILLISSANT

La révolution technologique contemporaine est un fait qu'il ne s'agit pas de contester, mais dont il faut analyser la portée réelle et la dynamique.

Les révolutions technologiques antérieures dans l'histoire du capitalisme (la première, celle de la machine à vapeur et des machines textiles fin du XVIIIe, débuts du XIXe siècle ; la seconde, celle du fer, du charbon et du chemin de fer, milieu du XIXe ; la troisième, celle de l'électricité, du pétrole, de l'automobile et de l'avion, début du XXe siècle) se traduisaient toutes à la fois par – bien entendu – une réduction de la quantité de travail

total nécessaire à la production des valeurs d'usage considérées, mais aussi par l'élévation de la proportion que représente la quantité de travail indirect (affecté à la production des moyens de production) par rapport à celle du travail direct (affecté à la production finale). La révolution technologique en cours inverse le sens du mouvement. Elle permet le progrès de la productivité du travail social par la mise en œuvre de technologies qui se traduisent par la réduction de la proportion du travail indirect.

Je résume ces observations dans le schéma quantitatif simplifié suivant :

Quantités de travail nécessaire (pour la production d'une unité de valeur d'usage considérée)

	Travail total (1)	Travail direct (2)	Travail indirect (3)	Rapport (3) / (2)
1. base de départ	100	80	20	0,25
2. premières révolutions	50	25	25	1,00
3. révolutions en cours	25	17	8	0,50

La productivité du travail social est doublée quand on passe de 1 en 2, au prix d'une intensification capitaliste des technologies mises en œuvre, tandis qu'un progrès de la productivité, identique quand on passe de 2 en 3 (doublement de celle-ci) s'accompagne d'une inversion du mouvement de l'intensité capitaliste des méthodes de production.

Les rapports de production capitalistes impliquent que l'entrée dans la production soit réservée à ceux qui possèdent un capital suffisant pour mettre en place les équipements nécessaires. L'augmentation de l'intensité capitaliste à travers laquelle se manifestaient les révolutions industrielles successives aux XIXe et XXe siècles donnait donc au capital une emprise grandissante sur les travailleurs dépourvus de moyens de vivre autre que la vente de leur force de travail (incapables donc de « produire » par eux mêmes – c'est à dire sans capitaux – des biens concurrents).

L'inversion du mouvement par lequel se manifeste le progrès scientifique et technologique tend-elle à « abolir » le pouvoir du capital en ouvrant l'accès à la production ? Il y a au moins deux raisons qui font qu'il n'en est rien.

La première est que les révolutions technologiques successives, y compris celle en cours, ont entraîné une centralisation grandissante du capital. L'unité la plus efficace pour la production de nombreuses valeurs d'usage clés (mais certainement pas toutes les valeurs d'usage) est celle qui centralise une plus grande quantité de production de celles-ci. De ce fait même si l'intensité capitaliste venait à décroître très sensiblement, l'entrée dans la production resterait réservée à ceux qui disposent d'un capital toujours considérable pour en faire l'avance (pour l'achat des équipements, l'avance des salaires et la constitution des stocks nécessaires à l'activité de production et à son écoulement commercial).

La seconde est que la poursuite de la révolution technologique exige des « investissements de recherche » de plus en plus importants. Un travailleur isolé ou un petit collectif de travailleurs, même qualifiés bien entendu, ne sont généralement pas à même de conduire de telles recherches. L'avantage est ici en faveur des centres capables de concentrer des capacités de recherche en mobilisant un grand nombre de chercheurs : Etat et grandes entreprises. Cet élément constitutif du « monopole des propriétaires » face au dénuement des autres (les « prolétaires ») exige aujourd'hui une proportion beaucoup plus forte de « l'investissement total de capitaux » nécessaire pour l'entrée dans la production qu'il n'en était il y a cinquante ans. Le renforcement de ce monopole est alors mis en œuvre d'une manière toujours plus systématique par celui des législations dites « protectrices de la propriété intellectuelle et industrielle », destinées en fait à sur protéger les oligopoles de production.

L'évolution des révolutions technologiques s'articule également sur celle de la qualification du travail social exigé par les productions concernées.

Les formes antérieures de la production n'exigeaient aucune qualification particulière pour la plupart des travailleurs – en fait « déqualifiés » comme le furent les ouvriers à la chaîne. Les formes nouvelles sont souvent beaucoup plus exigeantes. Est-ce à dire que le travailleur, parce qu'il est plus qualifié, jouit d'une plus grande « liberté » face au capital qui l'emploie ? Il y a sur ce sujet beaucoup d'illusions à dissiper. Car si, pour des créneaux particuliers où – conjoncturellement – la force de travail qualifiée requise vient à marquer, les bénéficiaires de ces situations peuvent mettre à profit leur capacité de négocier, les pouvoirs publics poursuivent l'objectif de créer à plus long terme un surplus dans l'offre de travail adéquat. Salariés de l'entreprise moderne,

ou travailleurs indépendants dont la sous traitance a multiplié les occasions demeurent, dans leur écrasante majorité, dépendants de leurs employeurs.

L'affaiblissement fréquent de l'intensité capitalistique dans les formes modernes de la production permet le relèvement du taux de profit, toutes choses égales par ailleurs. Ramené à la masse de la production, fut-elle stagnante ou en croissance ralentie, le profit tend à accaparer une proportion grandissante du revenu net. La tendance du système à produire un surplus qui ne peut alors être absorbé par des investissements affectés à l'élargissement et l'approfondissement du système productif (une tendance forte du capitalisme moderne des oligopoles comme l'a montré Paul Sweezy dont je partage l'analyse) est renforcée du fait de la nouvelle révolution technologique. Ce déséquilibre global est à l'origine de la « crise structurelle » du capitalisme néo-libéral contemporain, c'est à dire de la stagnation relative qui le caractérise.

Ce surplus peut être absorbé de diverses manières. Il peut être affecté à des dépenses supplémentaires de gaspillage social comme l'entretien de polices privées associées à l'inégalité croissante dans la répartition du revenu, comme c'est le cas aux Etats Unis. Mais il pourrait l'être par la mise en œuvre de politiques de dépenses sociales utiles (éducation, santé), qui constituent alors des formes indirectes de renforcement des revenus des travailleurs (permettant de surcroît la relance de la demande et de la production), ou par des dépenses militaires (choix des Etats Unis).

Par ailleurs les formes de la mondialisation mises en œuvre par le néo-libéralisme dominant permettent de reproduire et d'approfondir des asymétries internationales graves dans l'accès des uns et des autres au surplus en question.

Une révolution technologique transforme toujours les formes concrètes d'organisation du travail et partant la structure des classes dominées.

La révolution contemporaine n'a pas ouvert un large champ à l'organisation de « réseaux horizontaux » de travailleurs capables de ce fait de s'émanciper – au moins en partie – des exigences du capital dominant. Les situations de ce genre ne sont que tout à fait marginales. L'évolution dominante des marchés du travail est au contraire caractérisée par un fractionnement renforcé qui donne au capital des marges de manœuvre dont il sait tirer bénéfice. La paupérisation produite par cette évolution, s'exprime par la proportion grandissante des travailleurs « non stabilisés » (chômeurs, précaires, informels).

L'ensemble des phénomènes écrits ici, tous associés à la révolution technologique contemporaine, interpelle quiconque se pose la question de l'avenir du capitalisme et de ce que la logique de son déploiement implique pour les travailleurs et les peuples.

Je vois pour ma part que cette évolution remet en question la « légitimité » du capitalisme comme système social civilisé et efficace. Le capitalisme tenait sa « légitimité » du fait que la croissance de la production exigeait des investissements de capitaux de plus en plus massifs que seuls les « capitalistes » pouvaient réunir, assurant de surcroît un « risque » (dont la théorie conventionnelle a toujours exagéré l'importance), procurant des « emplois » à une main d'œuvre peu qualifiée, acceptant de ce fait l'idée que les travailleurs ne seraient pas capables par eux mêmes d'assurer l'efficacité de la production. Lorsque de surcroît les travailleurs – organisés dans des syndicats de masse correspondant à leur concentration dans de grandes unités de production – sont parvenus à imposer au capital un partage stabilisé du revenu net (les salaires bénéficiant d'une croissance égale à celle de la productivité sociale du travail), et que la conjoncture internationale favorisait ce « compromis social » (par la crainte du concurrent « communiste »), la légitimité du système en sortait renforcée.

Les évolutions contemporaines ont largement annulé ces motifs de légitimité. Les travailleurs sont en grand nombre plus qualifiés (et mieux placés de ce fait pour organiser efficacement la production par eux mêmes), mais simultanément affaiblis face à leurs employeurs. Les investissements requis pour initier la production sont moins lourds et partant à la portée d'un collectif éventuel si les institutions de l'Etat et de l'économie étaient conçues pour rendre possible la mise en œuvre des projets qu'ils sont capables de formuler. Autrement dit le capitalisme comme forme d'organisation sociale a « fait son temps ». D'autres formes – socialistes – paraissent à la fois mieux à même d'assurer à la fois l'efficacité (et la réduction des gaspillages), la justice sociale et l'équité internationale. Mais les rapports de production capitalistes, et les rapports impérialistes toujours dominants, s'opposent à des avancées dans les directions requises pour un « dépassement du capitalisme » ; et elles s'y opposent avec une violence redoublée.

Cette analyse place l'accent sur les contradictions du système et leur aiguisement. Elle n'est pas celle que nous propose la littérature dominante concernant la « révolution technologique ». Celle-ci tout d'abord ignore la loi de la valeur à laquelle elle substitue le concept superficiel de la « compétitivité sur les marchés ». Ce discours de l'économie conventionnelle est parfaitement tautologique (car la seule productivité qui ait un sens est celle du travail social) et ignore par définition même les effets de domination du capital oligopolistique. Tous les auteurs qui s'inscrivent dans le courant dit post moderniste s'interdisent d'aborder ces questions de méthode fondamentales, se ralliant sans hésitation à celle de l'économie conventionnelle. Par ailleurs, la méthode du « post modernisme » (je pense ici particulièrement à Castells et à Negri) suppose que « l'évolution du système » (entre autre du fait de la révolution technologique en question) a déjà aboli classes et nations ou tout au moins est en voie de le faire et a déjà fait de « l'individu » le sujet direct et principal de l'histoire. Ce retour à l'idéologie plate du libéralisme n'est rien d'autre que la version nouvelle du discours permanent du capitalisme sur lui-même. Exprimées en termes de « vœux pieux », et de formulations « politically correct », ces visions évolutionnistes commandées par l'économisme et le technologisme de l'idéologie dominante supposent que le capitalisme « se dépassera paisiblement par lui-même ». En contrepoint je dirai que, si les conditions d'un autre système (supérieur) sont bien réunies par cette évolution, les contradictions qu'elle aiguise (et ne réduit pas !) ne seront dénouées que par les luttes à travers lesquelles elles s'expriment. Par lui-même le capitalisme – « dépassé objectivement » (je dis pour cela « sénile ») – n'engendre pas une nouvelle société – meilleure – mais la pure barbarie.

2-PAUVRETE OU PAUPERISATION PRODUITE PAR LE PROCES D' ACCUMULATION DU CAPITAL

La mode impose aujourd'hui un discours sur la " pauvreté" et la nécessité, sinon de l'éradiquer, tout au moins d'en réduire les dimensions. Un discours de charité, style XIX^{ème} siècle, qui ne se pose pas beaucoup la question de savoir quels sont les mécanismes économiques et sociaux qui engendrent la " pauvreté" en question, à une époque où les moyens scientifiques et technologiques à la disposition de l'humanité pourraient en permettre l'éradication totale.

Le capitalisme et la nouvelle question agraire

Toutes les sociétés antérieures au capitalisme étaient des sociétés paysannes et leur agriculture commandée par des logiques certes diverses mais toutes étrangères à celle qui définit le capitalisme (la rentabilité maximale du capital). L' agriculture capitaliste, représentée par une classe de nouveaux paysans riches, voire de latifundiaires modernisés, ou par des domaines exploités par les transnationales de l' agro business, s'apprête à donner l' assaut à l' agriculture paysanne. Elle en a reçu le feu vert de l' OMC à Doha. Cependant, à l'heure actuelle le monde agricole et paysan rassemble encore la moitié de l'humanité. Mais sa production est partagée entre deux secteurs dont la nature économique et sociale est parfaitement distincte.

L'agriculture capitaliste, commandée par le principe de la rentabilité du capital, localisée presque exclusivement en Amérique du nord, en Europe, dans le cône sud de l'Amérique latine et en Australie, n'emploie guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs qui ne sont plus véritablement des « paysans ». Mais leur productivité, fonction de la motorisation (dont ils ont presque l'exclusivité à l'échelle mondiale) et de la superficie dont chacun dispose, évolue entre 10 000 et 20 000 quintaux d'équivalent-céréales par travailleur et par an.

Les agricultures paysannes rassemblent par contre près de la moitié de l'humanité – trois milliards d'êtres humains. Ces agricultures se partagent à leur tour entre celles qui ont bénéficié de la révolution verte (engrais, pesticides et semences sélectionnées), néanmoins fort peu motorisée, dont la production évolue entre 100 et 500 quintaux par travailleur et celles qui se situent avant cette révolution, dont la production évolue autour de 10 quintaux seulement par actif.

L'écart entre la productivité de l'agriculture la mieux équipée et celle de l'agriculture paysanne, qui était de 10 à 1 avant 1940, est aujourd'hui de 100 à 1. Autrement dit les rythmes des progrès de la productivité dans l'agriculture ont largement dépassé ceux des autres activités, entraînant une réduction des prix réels relatifs de 5 à 1.

Une vingtaine de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne.

Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux (les trois quarts des sous-alimentés du monde sont des ruraux) ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de cinq milliards d'êtres humains « en trop ».

Alors que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable sécurité alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme - autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial - ,comme elles doivent - à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue - permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter régionaux, par exemple entre l'Europe d'une part, l'Afrique, le monde arabe, la Chine et l'Inde d'autre part, répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

La nouvelle question ouvrière

La population urbaine de la planète représente désormais environ la moitié de l'humanité, soit trois milliards au moins d'individus. La grande masse des travailleurs des segments modernes de la production est constituée de salariés dont la proportion dépasse alors les quatre cinquièmes de la population urbaine des centres développés. Cette masse se partage au moins en deux catégories entre lesquelles la frontière est à la fois visible de l'extérieur pour l'observateur, et vécue réellement comme telle dans la conscience des individus.

Il y a ceux qu'on peut qualifier de classes populaires « stabilisées » au sens qu'ils sont relativement sécurisés dans leur emploi, grâce entre autre à des qualifications professionnelles qui leur donnent un pouvoir de négociation avec les employeurs et sont de ce fait souvent organisés, dans certains pays tout au moins, dans des syndicats puissants. Dans tous les cas cette masse pèse d'un poids politique qui renforce leur capacité de négociation.

Les autres constituent les classes populaires précarisées formées pour partie de salariés fragilisés par leur faible capacité de négociation (du fait de leur faible qualification, de leur statut de non citoyens, ou de leur sexe - femmes), pour partie de non salariés (chômeurs formels, emplois dans l'informel pauvre). On qualifiera cette seconde catégorie des classes populaires de « précarisés », plutôt que de « peu ou non intégrés » (a fortiori « marginalisés »), parce que ces travailleurs sont parfaitement intégrés dans les logiques systémiques qui commandent l'accumulation du capital.

En croisant les informations disponibles pour les pays développés et pour certains pays du Sud (dont on extrapole les données) on obtient des ordres de grandeur des proportions que chacune des catégories définies ci-dessus représente dans la population urbaine de la planète.

Pourcentages de la population urbaine totale

	Centres	Périphéries	Monde
Classes riches et moyennes	11	13	25
Classes populaires	24	54	75
stabilisées	(13)	(11)	(25)
précarisées	(9)	(43)	(50)
TOTAL	33	67	100

Populations concernées (millions)	(1.000)	(2.000)	(3.000)
-----------------------------------	---------	---------	---------

Bien que les centres ne rassemblent que 18 % de la population de la planète, leur population étant à 90 % urbanisée, celle-ci constitue encore un tiers de la population urbaine mondiale.

Si l'ensemble des classes populaires rassemble les trois quarts de la population urbaine du monde, le sous ensemble constitué par les précarisés représente aujourd'hui 40 % des classes populaires dans les centres, 80 % dans les périphéries soit deux tiers des classes populaires à l'échelle mondiale. Autrement dit également les classes populaires précarisées représentent la moitié (au moins) de la population urbaine mondiale, située à concurrence de plus de 80 % dans les périphéries, dans une proportion qui s'élève aux deux tiers de la population urbaine des périphéries et au quart de celle des centres.

Un regard sur la composition des classes populaires urbaines il y a un demi siècle, au lendemain de la seconde guerre mondiale, montre que les proportions qui caractérisaient la structure des classes populaires était à l'époque fort différentes de ce qu'elles sont devenues.

La part du tiers monde ne dépassait pas alors la moitié de la population urbaine globale (à l'époque de l'ordre du milliard d'individus) contre deux tiers aujourd'hui.

Dans les centres, les classes populaires ont bénéficié, dans la période de l'après seconde guerre mondiale, d'une situation exceptionnelle fondée sur le compromis historique imposé au capital par les classes ouvrières permettant la stabilisation de la majorité des travailleurs dans les formes d'organisation du travail connues sous le nom de système fordiste de la grande usine. Dans les périphéries la proportion des précarisés, toujours plus forte, ne dépassait pas la moitié des classes populaires, (contre plus de 70 % aujourd'hui) l'autre moitié de celles-ci étant encore constituée pour part de salariés stabilisés dans les formes de la nouvelle économie coloniale et de la société modernisée, pour part dans des formes anciennes des activités artisanales.

La transformation sociale majeure qui caractérise la longue durée – la seconde moitié du XXe siècle – peut être résumée en un seul chiffre indicatif : la proportion des classes populaires précarisées est, passée de moins d'un quart à plus de la moitié de la population urbaine globale, et ce phénomène de paupérisation a fait sa réapparition à une échelle significative dans les centres développés eux mêmes ; le chiffre de cette population urbaine déstabilisée est passé en un demi siècle de moins d'un quart de milliard à plus d'un milliard et demi d'individus, accusant une croissance dont le taux dépasse celui de tous ceux qui caractérisent l'expansion économique, démographique ou le mouvement d'urbanisation lui-même.

Pauvreté ou paupérisation ?

« Paupérisation », il n'y a pas de qualificatif meilleur pour désigner la tendance de l'évolution dans la longue durée. Au demeurant le fait par lui-même est reconnu et réaffirmé dans le nouveau langage dominant : « réduire la pauvreté » est devenu un leit motiv des objectifs que prétendent réaliser les politiques mises en œuvre par les pouvoirs. Mais la « pauvreté » en question n'est jamais présentée que comme un fait mesuré empiriquement, sans que la question des logiques et des mécanismes qui la génèrent ne soit posée.

Notre présentation de ces mêmes faits va plus loin parce qu'elle permet précisément d'amorcer l'explication du phénomène et de son évolution. Couches moyennes, couches populaires stabilisées et couches populaires précarisées sont toutes intégrées dans le même système de production sociale, mais elles y remplissent des fonctions distinctes. Certains sont donc bien « exclus » des bénéfices de la « prospérité », mais ils ne sont pas marginalisés au sens qu'ils ne seraient pas intégrés – fonctionnellement – dans le système.

La paupérisation est un phénomène moderne (on devrait parler non de la « pauvreté », mais de la « modernisation de la pauvreté »). Elle exerce des effets dévastateurs dans toutes les dimensions de la vie sociale. Sur les émigrants, bien intégrés dans les classes populaires stabilisées au cours des « trente glorieuses » (1945-1975) – ils étaient ouvriers d'usine – , désormais, pour leurs enfants et les nouveaux venus, situés en marge des systèmes productifs principaux, ce qui créé à son tour des conditions favorables pour la substitution de solidarités « communautaires » à la conscience de classe. Sur les femmes, victimes de la précarisation plus encore que les hommes, produisant une détérioration de leurs conditions matérielles et sociales. Et si les mouvements se revendiquant du féminisme ont sans doute réalisé des avancées importantes dans le domaine des idées et des comportements, les bénéficiaires de ces avancées sont presque exclusivement les femmes des classes moyennes, certainement pas celles des classes populaires paupérisées. Sur la démocratie dont la crédibilité – et

partant la légitimité – est rongée par son incapacité à enrayer la dégradation des conditions d'une fraction grandissante des classes populaires.

La paupérisation est un phénomène inséparable de la polarisation à l'échelle mondiale produit immanent de l'expansion du capitalisme réellement existant, qu'on doit qualifier de ce fait d'impérialiste par nature.

La paupérisation dans les classes populaires urbaines est étroitement liée aux évolutions dont sont victimes les sociétés paysannes du tiers monde. La soumission de celles-ci aux exigences de l'expansion des marchés capitalistes soutient des formes nouvelles de polarisation sociale qui excluent une proportion croissante des paysanneries de l'accès à l'usage de la terre. Ces nouveaux paysans pauvres ou sans terre alimentent – plus encore que la croissance démographique – l'émigration vers les bidonvilles . Or tous ces phénomènes sont appelés à s'aggraver aussi longtemps que les dogmes libéraux ne seront pas remis en cause et aucune politique correctrice, dans ce cadre, ne pourra enrayer le déploiement.

La paupérisation interpelle à la fois la théorie économique et les stratégies de luttes sociales.

La théorie économique vulgaire conventionnelle évacue les questions réelles que pose l'expansion du capitalisme. Car elle substitue à l'analyse du capitalisme réellement existant la construction de la théorie d'un capitalisme imaginaire, conçu comme une extension simple et continue de rapports d'échange (« le marché ») alors que le système fonctionne et se reproduit sur la base de rapports de production et d'échange capitalistes (non marchands simples). Cette substitution se double alors facilement d'un a priori que ni l'histoire ni le raisonnement rationnel ne confortent, selon lequel « le marché » serait par lui-même auto-régulateur et producteur d'un « optimum social ». La « pauvreté » ne peut être alors expliquée que par des causes décrétées extérieures à la logique économique, comme la démographie ou les « erreurs » de politiques. Son rapport à la logique même de l'accumulation capitaliste est évacuée de la réflexion théorique. Or ce véritable virus libéral, qui pollue la pensée sociale contemporaine et en annihile la capacité de comprendre le monde, encore plus de le transformer, a profondément pénétré l'ensemble des « gauches historiques » constituées dans l'après seconde guerre mondiale. Les mouvements engagés à l'heure actuelle dans les luttes sociales pour un « autre monde » (meilleur) et une mondialisation alternative ne pourront produire des avancées sociales significatives que s'ils se débarrassent de ce virus pour ouvrir à nouveau un authentique débat théorique. Tant qu'ils ne se seront pas débarrassés de ce virus, les mouvements sociaux, même les mieux intentionnés, resteront enfermés dans les carcans de la pensée unique et de ce fait prisonniers de propositions inefficaces de « correctifs » - celles qui s'alimentent des rhétoriques concernant la « réduction de la pauvreté ».

L' Afrique face au défi de la quart mondialisation

Le défi auquel l' Afrique est confrontée dans le moment actuel de libéralisme mondialisé est tragique . L' Afrique « marginalisée », dit-on. Une expression malheureuse qui laisse entendre que la misère des peuples du continent est la conséquence d'une intégration « insuffisante » dans la mondialisation capitaliste et que les excès du « nationalisme » de leurs classes dirigeantes sont responsables du désastre. Il plane d'ailleurs sur l'usage du terme une odeur de racisme évident.

Et pourtant le commerce extérieur de l' Afrique représente 45 % de son PIB , contre 25% pour l' Asie et l' Amérique latine , 15% pour les Etats Unis , l' Europe et le Japon. Autrement dit l' Afrique est relativement plus intégrée dans le système mondial. Ou encore , l' envers de la médaille, que son développement a été moins autocentré que celui des autres. La question véritable n' est donc pas le degré d'intégration mais sa forme dont la traite négrière puis la colonisation portent la responsabilité majeure.

Soit. Mais aujourd'hui l'adoption du libéralisme ne permettrait-elle pas de corriger l'héritage désastreux ? Belle illusion. Dans les pays du capitalisme développé , le libéralisme renforce les pouvoirs du capital dominant, au détriment à la fois de leurs classes laborieuses et des peuples de la périphérie. Aussi dans celle-ci l'ouverture incontrôlée , sans base autocentrée , doit se solder par l' approfondissement du « sous développement » capitaliste. Que peuvent faire les paysans d' Afrique dont la production par actif est de 10 à 50 quintaux de céréales face à la concurrence d'agriculteurs qui en produisent 10 000 ! Ou peuvent aller les chômeurs et les informels de villes sans industries ?

L'appel aux capitaux étrangers pour pallier les insuffisances locales reste incantatoire . Le capital n'est intéressé en Afrique que par les ressources minières et le pétrole , dont il pillerait les richesses sans retenue. Croire que la diaspora africaine peut aider relève d'une illusion analogue : l' histoire misérable du Liberia n'est-elle pas là pour illustrer ce qu'il en est dans ce domaine ?

Les positions adoptées par les Etats africains dans les négociations de l' OMC fournissent de belles illustrations des impasses du libéralisme. L' Afrique réclame avec beaucoup de naïveté l'application des principes du libéralisme et , dans cet esprit , par exemple l'abrogation des subventions américaines à leurs producteurs de coton. Ce qui est certain , c' est que nous ne l'obtiendrons pas. Alors que faire ? N'est-il pas évident qu' à la perspective d' exporter plus sur les marchés mondiaux , il faut substituer celle de la protection de l'industrie (en l'occurrence textile) pour le marché intérieur (régional) ? Je renvoie ici aux propositions que j' ai adressées aux responsables des mouvements sociaux et aux négociateurs africains sur ce sujet de l'OMC.

Le désastre économique et social , aggravé par l'alignement sur le libéralisme mondialisé , entraîne l'affaiblissement de la capacité de négociations des Etats africains. Au point que la « quart mondialisation » est synonyme précisément de disparition de tout projet propre d'un développement quelconque , abandonné au bon vouloir des « bailleurs de fonds » et aux aléas de la conjoncture .D'autres pays du tiers monde , comme la Chine , l'Inde , le Brésil et quelques autres , ont leurs propres visions et projets , qui sont ce qu'ils sont , sans doute fort discutables du point de vue de leurs contenus sociaux , voire de l' efficacité de leur mise en œuvre . Mais l' Afrique et le monde arabe n' en sont pas même là et ont laissé la responsabilité de l' initiative à l' Europe et aux Etats Unis. Dans ce cadre l' Europe avance ses pions à travers un projet dit de co-développement avec l' Afrique (l' accord UE- ACP) et un autre dit « méditerranéen » pour ce qui est du monde arabe . Les Etats Unis avancent les leurs à travers leur « nouvelle initiative pour l' Afrique « , qui ne vise en fait qu'à la prise de contrôle des ressources stratégiques du continent et la mise en place de bases militaires , et à travers le projet de « marché commun pour le Moyen Orient « axé sur Israël .Je renvoie ici également aux analyses critiques et aux propositions alternatives produites ces dernières années dans les réseaux du Forum et du Codesria.

Les intellectuels africains ont réagi avec vigueur et émotion (ce qualificatif n'est pas négatif dans mon esprit) au discours raciste de l' « afroessimisme » Les classes dirigeantes ont même pris quelques initiatives dans le sens d'une riposte , qu'il s'agisse du discours sur la « renaissance africaine « ou du NEPAD. Mais , s'il faut prendre au sérieux ces initiatives , comme nous avons pris au sérieux celles de l' OUA hier (le Plan de Lagos), il faut garder la tête froide et ne pas renoncer à faire la critique des insuffisances et des incohérences qui caractérisent ces projets .

Le désastre néo libéral est aussi largement à l'origine de la crise de la politique en Afrique .Délégitimées par l'essoufflement du projet national populiste , les classes dirigeantes africaines tentent de retrouver leur crédibilité en faisant appel soit à l'ethnicité , soit à des fondamentalismes para religieux ,prétendus « authentiques » . Car il ne s'agit pas ici de réponses spontanées des peuples mais de stratégies politiques délibérées , déployées par les concurrents dans la course au pouvoir . Le poisson pourrit par la tête , dit le proverbe africain. Sur ces questions les intellectuels africains , à travers les débats organisés par Codesria , par « l' Association africaine de sciences politiques » et le Forum ,ont déjà beaucoup dit . Il reste à accomplir la tâche gigantesque de faire que les propositions de politiques nationales , populaires et démocratiques alternatives soient portées par les organisations sociales et politiques des peuples africains.

VI- NOUVEL IMPERIALISME COLLECTIF ? OU RENOUVEAU DES CONFLITS INTER IMPERIALISTES ?

Le système mondial d'aujourd'hui est trop différent dans ses structures fondamentales de celui de l'après seconde guerre mondiale pour qu'un « remake » de Bandoung puisse être envisagé .

Les Non Alignés se situaient dans un monde militairement bipolaire, interdisant par là même l'intervention brutale des pays impérialistes dans leurs affaires. Par ailleurs cette bipolarité soudait les partenaires des centres capitalistes – Etats Unis, Europe de l'Ouest et Japon – dans un camp unifié. Le conflit politique et économique pour la libération et le développement opposait donc l'Asie et l'Afrique à un camp impérialiste unifié. Les concepts de développement autocentré et de déconnexion et les stratégies qu'ils inspiraient répondaient à ce défi dans ces conditions.

Le monde d'aujourd'hui est militairement unipolaire. Simultanément des fractures semblent se dessiner entre les Etats Unis et certains des pays européens pour ce qui concerne la gestion politique d'un système mondialisé désormais aligné dans son ensemble sur les principes du libéralisme, en principe tout au moins. Ces fractures sont-elles seulement conjoncturelles et de portée limitée, ou annoncent-elles des changements durables ? Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les propositions de stratégie situées dans cet esprit doivent être explicitées, de manière à faciliter la discussion de leur validité éventuelle.

1ere hypothèse : *L'impérialisme est désormais devenu un impérialisme collectif (de la triade)*

Au cours des phases précédentes de déploiement de la mondialisation capitaliste, les centres se conjuguèrent toujours au pluriel. Ceux-ci entretenaient, entre eux des relations de concurrence violente permanente au point même que le conflit des impérialismes occupait une place centrale sur la scène de l'histoire. Le retour au libéralisme mondialisé à partir de 1980, oblige à repenser la question de la structure du centre contemporain du système. Car au moins sur le plan de la gestion de la mondialisation économique libérale les Etats de la triade centrale constituent un bloc apparemment solide.

La question incontournable à laquelle il faut répondre est donc celle de savoir si les évolutions en question traduisent un changement qualitatif durable – le centre ne se conjuguant plus au pluriel mais étant devenu définitivement « collectif » - ou si elles ne sont que conjoncturelles.

On pourrait attribuer cette évolution aux transformations des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui de Etats Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats Unis). Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

2° Hypothèse : *dans le système de l'impérialisme collectif les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs*

L'opinion courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

En fait le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficace du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à plus de 500 en 2002. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats Unis dans le domaine des biens de haute technologie, qui était de 35 milliards en 1990, a désormais laissé la place à un déficit. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs.

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. « Les Etats Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux ». Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses

déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes comprador de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

3° Hypothèse : *Le projet de contrôle militaire de la planète est destiné à compenser les déficiences de l'économie des Etats Unis. Ce projet menace tous les peuples du tiers monde.*

Cette hypothèse découle logiquement de la précédente. La décision stratégique de Washington de mettre à profit leur écrasante supériorité militaire et, dans cette perspective, de recourir à des « guerres préventives » décidées et planifiées par eux seuls vise à ruiner tout espoir d'une « grande nation » (comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil) ou d'une coalition régionale dans le tiers monde, ou même en Europe, d'accéder au statut de partenaire effectif dans le façonnement du système mondial, fut-il capitaliste.

Par ailleurs l'option des Etats Unis en faveur de la militarisation de la mondialisation frappe de plein fouet les intérêts de l'Europe et au Japon ; subalternise l'Europe dont elle annihile le projet

L'objectif des Etats Unis, entre autre par la main mise par des moyens militaires sur toutes les ressources décisives de la planète (pétrole en particulier), vise à placer les partenaires européens et japonais en situation de vassaux. Les guerres américaines du pétrole sont des guerres « anti-européennes ».

L'Europe (et le Japon) peut répondre partiellement à cette stratégie par un rapprochement avec la Russie, capable en partie de lui fournir le pétrole et quelques autres matières premières essentielles.

4° Hypothèse : *L'Europe doit et peut se libérer du virus libéral, néanmoins cette initiative ne peut pas venir des segments du capital dominant, mais des peuples.*

Les segments dominants du capital dont les gouvernements européens croient jusqu'à ce jour devoir défendre les intérêts en priorité exclusive sont bien entendu les défenseurs du néo-libéralisme mondialisé et de ce fait acceptent de payer le prix de leur subalternisation par le leader nord américain.

Les peuples à travers toute l'Europe ont une vision différente à la fois du projet européen qu'ils voudraient social et de leurs relations avec le reste du monde qu'ils entendent voir gérées par le droit et la justice, comme ils l'expriment dans le moment actuel par la condamnation – à l'écrasante majorité – de la dérive des Etats Unis. Si cette culture politique humaniste et démocratique de la « vieille Europe » l'emporte – et c'est possible – alors un rapprochement authentique entre l'Europe, la Russie, la Chine, toute l'Asie et toute l'Afrique constituera le fondement sur la base duquel pourra être construit un monde pluricentrique, démocratique et pacifique.

La contradiction majeure entre l'Europe et les Etats Unis n'est donc pas celle qui opposerait les intérêts du capital dominant ici et là, mais se situe sur le terrain des cultures politiques. En Europe une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme (et l'abandon de l'espoir vain de soumettre les Etats Unis à ses exigences, permettant ainsi au capital européen de livrer bataille sur le terrain non miné de la compétition économique), comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des Etats Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour de « placer » aux Etats Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des Etats Unis s'effondrerait et la classe dirigeante américaine serait confrontée à ces propres problèmes sociaux. Tel est le sens que je donne à ma conclusion « l'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

Pour y parvenir il faut que les Européens se débarrassent de l'illusion que la carte du libéralisme devrait – et pourrait- être jouée « honnêtement » par tous et que dans ce cas tout irait mieux. Les Etats Unis ne peuvent pas renoncer à leur option en faveur d'une pratique asymétrique du libéralisme, parce que celle-ci est le seul moyen pour eux de compenser leurs propres déficiences. La « prospérité » américaine a pour prix la stagnation des autres.

La « question européenne » trouve sa place ici. On ne peut ignorer l'importance à cet égard d'une discussion en profondeur de ce que j'appelle « les sables mouvants au projet européen »

Les « cultures politiques européennes » sont diverses, même si dans une certaine mesure elles font contraste avec celle des Etats Unis. Il y a en Europe des forces politiques, sociales et idéologiques qui soutiennent – avec lucidité souvent – la vision d'une « autre Europe » (sociale et amicale dans ses relations avec le Sud). Mais il y a aussi la Grande Bretagne qui a fait depuis 1945 l'option historique d'un alignement inconditionnel sur les Etats Unis. Il y a celles des classes dirigeantes de l'Europe de l'Est, façonnées par une culture de la servitude, agenouillées hier devant Hitler, puis Staline, aujourd'hui Bush. Il y a des populismes de droite (style les nostalgiques du franquisme et du mussolinisme en Espagne et en Italie) « pro-américains ». Le conflit entre ces cultures fera-t-il éclater l'Europe ? Se soldera-t-il par un alignement sur Washington ? Ou par la victoire des cultures humanistes et démocratiques avancées ?

VII L' AMBITION DEMESUREE DES ETATS UNIS : LE CHAOS INTERNATIONAL ET LA QUESTION DES DROITS DES PEUPLES

Dès les années 1980, alors que s'annonce l'effondrement du système soviétique, se dessine une option hégémoniste qui gagne l'ensemble de la classe dirigeante des Etats Unis. Emportés par le vertige de leur puissance armée, désormais sans concurrent, les Etats Unis choisissent d'affirmer leur domination d'abord par le déploiement d'une stratégie strictement militaire de « contrôle de la planète » .

La stratégie politique d'accompagnement du projet en prépare les prétextes, qu'il s'agisse du terrorisme, de la lutte contre le trafic des narcotiques ou de l'accusation de production d'armes de destruction massive.

La « guerre préventive » formulée désormais comme un « droit » que Washington se réserve d'invoquer, abolit d'emblée tout droit international. La Charte des Nations Unies interdit le recours à la guerre, sauf dans le cas de légitime défense ; et soumet sa propre intervention militaire éventuelle à des conditions sévères, la riposte devant être mesurée et provisoire. Tous les juristes savent que les guerres entreprises depuis 1990 sont parfaitement illégitimes et donc qu'en principe ceux qui en ont pris la responsabilité sont des criminels de guerre. Les Nations Unies sont déjà traitées par les Etats Unis, mais avec la complicité des autres, comme le fut naguère la SDN par les Etats fascistes.

L'abolition du droit des peuples, déjà consommée, substitue au principe de leur égalité celui de la distinction entre un « Herrenvolk » (le peuple des Etats Unis, accessoirement celui d'Israël) qui a le droit de conquérir « l'espace vital » qu'il juge nécessaire et les autres, dont l'existence même n'est tolérable que si elle ne constitue pas une « menace » pour le déploiement des projets de ceux appelés à être les « maîtres du monde ». Nous sommes donc tous devenus, aux yeux de l'establishment de Washington, des « Peaux Rouges », c'est à dire des peuples qui n'ont droit à l'existence que dans la mesure où ils ne gênent pas l'expansion du capital transnational des Etats Unis.

Ce projet est certainement impérialiste au sens le plus brutal, car il ne s'agit pas de gérer l'ensemble des sociétés de la planète, pour les intégrer dans un système capitaliste cohérent, mais seulement de piller leurs ressources. La réduction de la pensée sociale aux axiomes de base de l'économie vulgaire, renforcée par la mise à la disposition de celui-ci des moyens militaires qu'on connaît sont responsables de cette dérive barbare que le capitalisme porte en lui, dès lors qu'il s'est débarrassé de tout système de valeurs humaines auquel il a substitué les exigences exclusives de la soumission aux prétendues lois du marché. S'il doit se déployer pendant encore un certain temps ce projet ne pourra générer qu'un chaos grandissant appelant une gestion de plus en plus brutale au coup par coup, sans vision stratégique de long terme. A la limite Washington ne cherchera plus à renforcer des alliés véritables, ce qui impose toujours savoir faire des concessions. Des gouvernements fantoches, comme celui de Karzai en Afghanistan, font mieux l'affaire tant que le délire de la puissance militaire permet de croire à « l'invincibilité » des Etats Unis. Hitler ne pensait pas autrement.

En réponse à ce projet démesuré et criminel on doit replacer la question la question de l'élaboration d'un droit international des peuples au cœur des débats.

Je dis bien mondial, pas international. Un droit des individus et des peuples. Pourquoi ? L'ONU a été créée en 1945, en réaction, justifiée, à la négation de la souveraineté nationale. L'ONU a été donc fondée sur le principe du respect absolu de la souveraineté nationale, d'abord limité et par la suite étendu avec la décolonisation à l'ensemble des pays du monde. La souveraineté nationale en question était dans l'esprit dominant depuis le traité de Westphalie (1648) jusqu'au traité de Vienne (1815), de Versailles (1919) puis dans la Charte des Nations Unies (1945) celle des États représentés par leurs gouvernements. Eux seuls étaient autorisés à parler au nom de leurs peuples. Peu importe ce qu'ils sont, on n'a pas le droit d'intervenir dans leurs affaires intérieures. C'est le côté limité du concept de souveraineté ; celle-ci ne prend en considération en aucune manière les droits individuels, les droits de l'Homme et du citoyen. Le côté positif, une innovation de la Charte des Nations Unies, c'est la condamnation du recours à la guerre comme moyen de règlement des problèmes politiques. Si on prend ce critère, les agresseurs, depuis vingt ans, sont les puissances occidentales. L'OTAN est l'agresseur en Yougoslavie. En acceptant que l'OTAN prenne la place des Nations Unies on a réhabilité le recours à la guerre comme moyen de résolution des problèmes politiques, ce qui avait été formellement condamné en 1945.

Au cœur du problème, la question du droit des peuples, du droit mondial. Aujourd'hui – et il faut considérer cela comme un progrès de l'humanité – le concept de souveraineté absolue des États n'est plus acceptable. Les êtres humains – tous les êtres humains - se sentent concernés par ce qui se passe au delà de leurs frontières, ils se sont donnés le droit de porter un jugement et même de vouloir éventuellement intervenir en faveur d'autres peuples que le leur. La souveraineté nationale n'est plus acceptée comme le droit pour un autocrate quelconque de couper ses adversaires en morceaux ! C'est un progrès de la conscience universelle, ce n'est pas un recul.

Néanmoins, on ne doit pas accepter de voir limiter ces droits nouveaux au pluripartisme électoral, encore moins son instrumentalisation politique telle qu'elle est pratiquée par les puissances occidentales. La démocratie c'est bien davantage. C'est un complexe de droits qui comportent certes les droits politiques de l'individu mais également les droits sociaux, le droit à la vie, à l'éducation, à la santé, à réduction des inégalités. Il s'agit de droits individuels et de droits collectifs.

Nous avons besoin de reconnaître qu'il y a là une contradiction réelle entre l'exercice de la souveraineté nationale et l'affirmation des droits des individus. On ne peut résoudre cette contradiction par la suppression d'un de ses deux termes. Si l'on supprime la souveraineté nationale alors on autorise l'OTAN à intervenir. Soyons en surs, les puissances manipuleront ce droit d'intervention, comme on le voit déjà : ils interviennent en Yougoslavie mais pas contre Israël ! Deux poids, deux mesures. Mais si on nie les droits de l'individu on laisse les pouvoirs des États faire ce qu'ils veulent, ce qui n'est pas acceptable. Il y a là un problème nouveau, et il n'y a pas d'autre instance légitime que l'ONU pour le régler, même si cela doit prendre vingt ans – vingt ans dans l'histoire, ce n'est pas long - de négociations, pour aboutir. À défaut, le droit international des affaires sera promu comme référence exclusive et suprême, les droits nationaux soumis à la logique de ses exigences. C'est ce que veut l'OMC et c'est la pire des choses. C'est inacceptable !

VIII ELEMENTS DE STRATEGIE D' UN PROJET DE MONDIALISATION ALTERNATIVE OUVRANT UN ESPACE AU DEVELOPPEMENT DES PEUPLES DU SUD

1. Les caractéristiques de la nouvelle étape d'expansion capitaliste qui se dessine n'abolissent pas les exigences incontournables d'options autocentrées et déconnectées

La mondialisation qui semble s'imposer à travers le redéploiement du capitalisme contemporain abolit-elle le contraste "développement autocentré"/développement périphérique au profit d'une nouvelle forme de développement globalisé ?

Le ralliement de la grande majorité des classes dirigeantes du monde au projet de globalisation néo-libérale est-il l'indicateur qu'il n'y a plus de "capital national" (et donc de bourgeoisies nationales), que la dimension dominante du capital, la plus dynamique, est déjà transnationale ("globalisée") ? Cette thèse, présentée dans une littérature abondante sur le sujet, est au centre de controverses. En tout état de cause, même s'il en était ainsi, le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade, excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud. Ici nous n'aurions plus affaire qu'à des bourgeoisies compradore, c'est à dire à des courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. C'est bien ce que nous avons en place à l'heure actuelle ; et cette image s'impose d'évidence pour beaucoup de pays sinon tous. Mais encore une fois est-ce là l'indicateur d'une

transformation durable ? Dans ce cas le "monde nouveau" ne serait qu'une étape nouvelle d'une expansion impérialiste ancienne c'est à dire polarisante à un degré encore plus violent qu'elle ne l'a été aux étapes précédentes. Cela sera-t-il acceptable et accepté, non seulement par les classes dominées qui seraient les victimes d'une paupérisation massive aggravée, mais même par des fractions au moins des classes dirigeantes ou de forces sociales et politiques qui aspirent à le devenir.

Nous sommes néanmoins entrés dans une phase nouvelle de la mondialisation capitaliste et, de ce fait, la polarisation se manifeste dans des formes et à travers des mécanismes nouveaux. De la révolution industrielle au milieu de notre siècle la polarisation se manifestait dans le contraste pays industrialisés/pays non industrialisés. L'industrialisation des périphéries, bien que fort inégale, transfère le conflit à des plans nouveaux : le contrôle de la technologie, des finances, des ressources naturelles de la planète, des communications, des armements. Faut-il, de ce fait, renoncer à la construction d'une économie autocalibrée pour lui substituer la création prioritaire de segments hautement efficaces, capables d'emblée d'être compétitifs sur le marché mondial, comme la nouvelle expression de la vieille théorie de la modernisation le propose ? Faire ce choix c'est perpétuer le contraste entre ces segments modernisés, captant toutes les ressources locales, et des réserves inabsorbables maintenues dans la pauvreté. En contrepoint un développement digne de ce nom exige une transformation profonde et diffuse, permettant à la révolution agricole de se frayer son chemin, à un réseau dense de petites industries et de villes secondaires de remplir des fonctions irremplaçables dans le soutien de la progression générale de la société. Bien entendu les choix concrets d'étapes qui s'inscrivent dans cette perspective générale dépendent de l'issue des luttes sociales et impliquent le succès d'alliances nationales, populaires et démocratiques capables de sortir des ornières de la compradorisation.

Dans la mise en œuvre concrète des politiques d'étapes des concepts d'efficacité sociale doivent être progressivement développés, se substituant au concept capitaliste marchand étroit de « compétitivité ».

Simultanément la perspective à long terme de l'universalisme planétaire ne saurait être perdue de vue. La préparation exige une certaine ouverture extérieure – l'importation sévèrement choisie de technologies – encore que celle-ci doive être contrôlée autant que possible pour être mise au service du progrès général et ne pas lui faire obstacle. L'évolution globale impose ici la construction de grands ensembles régionaux, particulièrement dans les espaces périphériques mais aussi ailleurs (comme en Europe) et la mise en place préférentielle et prioritaire dans ces cadres des moyens de préparer la modernisation à l'échelle mondiale et d'en transformer la nature, la libérant progressivement des critères étroits du capitalisme. Cette construction exige à son tour qu'on dépasse les limites étroites des arrangements strictement économiques pour amorcer la construction de grandes communautés politiques, fondement d'un monde pluricentrique. Bien entendu le développement autocalibré et la déconnexion à cette échelle impliquent l'articulation négociée des relations entre les grandes régions considérées, tant au plan des échanges et de la détermination de leurs termes, du contrôle et de l'utilisation des ressources, qu'à celui des finances et de la sécurité politique et militaire. Elle imposerait donc une reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonismes pour s'engager dans la voie du pluricentrisme.

Les formulations du développement autocalibré de la déconnexion doivent être désormais repensées dans les perspectives dessinées ici.

On peut aborder quelques aspects du défi en commençant par la régulation du système économique mondial. On a besoin, par exemple, avec la nouvelle étape de la mondialisation, de réorganiser l'articulation entre les marchés de capitaux de manière à réorienter les surplus de capitaux disponibles qui sont gaspillés dans le moment actuel par toute la logique du système, vers des investissements productifs, et notamment dans le Sud. Il ne s'agit pas seulement de réduire l'ampleur de la spéculation (par la taxe Tobbin par exemple). Cela veut dire faire quelque chose de tout à fait différent de ce que peut proposer la Banque Mondiale, qui n'est guère davantage qu'une sorte de ministère de la propagande du G7.

De la même manière, au niveau monétaire, le Fonds monétaire ne s'occupe pas des relations entre les trois devises clés, le dollar, l'euro et le yen. Le Fonds Monétaire n'est guère, dans ces conditions, que ce que j'appelle « l'autorité monétaire coloniale collective » ! Dans le domaine monétaire nous avons besoin d'autre chose. Nous avons besoin de systèmes, probablement régionaux, articulant des monnaies qui resteront sans doute nationales, tout en leur donnant une marge de sécurité et de stabilité, autorisant néanmoins des opérations de réajustements. Il faudrait aussi articuler ces systèmes régionaux dans un système mondial. C'est autre chose que le Fonds monétaire.

Passons à l'OMC. Cette organisation n'est pas du tout une organisation de gestion du commerce mondial comme son nom le suggère. C'est une institution chargée d'organiser les systèmes de production en amont des

échanges, au bénéfice du renforcement des oligopoles de la Triade. La surprotection des soit disant droits de propriété intellectuelle et industrielle n'organise pas la transparence de la compétition, mais au contraire renforce les monopoles.

Quand on parle de « marchés transparents » cela devrait faire rire. C'est le « soleil noir ». Le capitalisme est par définition opaque puisqu'il est fondé sur le secret des affaires. Par contre la démocratie politique peut être transparente, mais le capitalisme est par définition opaque. À la place de l'OMC, nous avons besoin d'un autre type d'organisation, comme celui que l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) avait proposé, à Lima il y a trente ans : une organisation qui dresse un calendrier de l'accès aux marchés. Par exemple, pour le textile, la Chine aura tant pour cent en l'an 2000, tant pour cent en 2010, l'Afrique aura tant pour cent, etc. – cela permettrait la promotion de l'accès au marché mondial à partir de conditions de compétition inégales. C'est de cela dont nous avons besoin ; c'est cela la régulation des marchés et cela passe par des négociations, évidemment.

2. Renaissance d'un front du Sud ?

Le dernier sommet des Non Alignés (Kuala Lumpur Février 2003) a peut être surpris quelques chancelleries endormies, qui s'étaient convaincues que, dans la nouvelle mondialisation libérale, le Sud ne comptait plus. Soumis aux plans dévastateurs des réajustements structurels, pris à la gorge par les ponctions du service de la dette, gouvernés par des bourgeoisies compradore, les pays du Sud paraissent ne plus être en mesure de remettre en cause l'ordre capitaliste international, comme ils l'avaient tenté entre 1955 et 1981.

Surprise générale, les Non Alignés condamnent la stratégie impérialiste de Washington, son objectif démesuré et criminel de contrôle militaire de la planète, son déploiement à travers la conduite sans fin de guerres « made in USA », planifiées et décidées unilatéralement par les Etats Unis.

Les pays du Sud prennent conscience à la fois que la gestion mondialisée néo-libérale n'a rien à leur offrir et que, pour cette raison, elle est appelée à recourir à la violence militaire pour s'imposer, faisant par là même le jeu du projet américain. Le mouvement devient – comme on l'avait suggéré – celui du non alignement sur la mondialisation libérale et l'hégémonisme des Etats Unis.

L'effondrement du « socialisme » soviétique, l'évolution dans laquelle la Chine s'est engagée, la dérive des régimes populistes du tiers monde, avaient fait accepter l'idée creuse selon laquelle « il n'y aurait pas d'alternative ». S'inscrire dans le cadre des exigences du néo-libéralisme mondialisé, jouer le jeu et tenter d'en tirer quelque profit, si possible. Pas d'alternative. L'expérience devait démentir en quelques années les espoirs naïfs placés dans cette logique qui se croyait « réaliste ».

- *Les lignes directrices d'une grande alliance sur la base de laquelle la solidarité des peuples et des Etats du Sud pourrait être reconstruit*

A partir à la fois des positions prises par certains Etats du Sud et des idées qui font leur chemin, on peut voir se dessiner les lignes directrices du renouveau possible d'un « front du Sud ». Ces positions concernent tant le domaine politique que celui de la gestion économique de la mondialisation.

Au plan politique : condamnation du nouveau principe de la politique des Etats Unis (« la guerre préventive ») et exigence de l'évacuation de toutes les bases militaires étrangères en Asie, Afrique et Amérique latine.

Le choix par Washington de sa région d'interventions militaires interrompues depuis 1990 porte sur le Moyen Orient arabe – Irak et Palestine (pour celle-ci via le soutien inconditionnel à Israël) – les Balkans (Yougoslavie, implantations nouvelles des Etats Unis en Hongrie, Roumanie et Bulgarie), l'Asie centrale et le Caucase (Afghanistan, Asie centrale et Caucase ex soviétiques).

Les objectifs poursuivis par Washington comportent plusieurs volets (i) la main mise sur les régions pétrolières les plus importantes du globe et par là même l'exercice de pressions visant à soumettre l'Europe et le Japon au statut d'alliés subalternés ; (ii) l'établissement de bases militaires américaines permanentes au cœur de l'Ancien monde (l'Asie centrale à égale distance de Paris, Johannesburg, Moscou, Pékin, Singapour) et par là même la préparation d'autres « guerres préventives » à venir, visant en premier lieu les grands pays susceptibles de s'imposer comme partenaires avec lesquels « il faut négocier » (la Chine en premier lieu, mais également la Russie et l'Inde). La réalisation de cet objectif implique la mise en place dans les pays de la région concernée de régimes fantoches imposés par les forces armées des Etats Unis. De Pékin à Delhi et Moscou on comprend de

plus en plus que les guerres « made in USA » constituent en définitive une menace dirigée plus contre la Chine, la Russie et l'Inde que contre leurs victimes immédiates, comme l'Irak .

Revenir à la position qui fut celle de Bandoung – pas de bases militaires américaines en Asie et en Afrique – est désormais à l'ordre du jour, même si, dans les circonstances du moment, les Non Alignés ont accepté le silence sur la question des protectorats américains du Golfe.

Les Non alignés ont pris ici des positions proches de celles que la France et l'Allemagne ont défendues au Conseil de Sécurité, contribuant ainsi à accentuer l'isolement diplomatique et moral de l'agresseur. A son tour, le sommet franco-africain a conforté l'alliance possible qui se dessine entre l'Europe et le Sud. Car ce sommet, par la présence des Etats anglophones du continent, n'était pas celui de la « Françafrique ».

Dans les domaines de la gestion économique du système mondial, on voit se dessiner également les lignes directrices d'une alternative que le Sud pourrait défendre collectivement, parce que les intérêts de tous les pays qui le constituent sont ici convergents.

(i) *L'idée que les transferts internationaux de capitaux doivent être contrôlés est de retour.*

En fait l'ouverture des comptes capitaux, imposés par le FMI comme un dogme nouveau du « libéralisme » ne poursuit qu'un seul objectif : faciliter le transfert massif de capitaux vers les Etats Unis pour couvrir le déficit américain grandissant – lui même produit à la fois des déficiences de l'économie des Etats Unis et du déploiement de leur stratégie de contrôle militaire de la planète.

Il n'y a aucun intérêt pour les pays du Sud à faciliter de la sorte l'hémorragie de leurs capitaux et éventuellement les dévastations occasionnées par les raids spéculatifs.

Du coup la soumission à tous les aléas du « change flexible », qui vient en déduction logique des exigences de l'ouverture des comptes capitaux, doit être remise en question. A leur place l'institution de systèmes d'organisations régionales assurant une stabilité relative des changes mériterait de faire l'objet de recherches et de débats systématiques au sein des Non Alignés et des 77.

Au demeurant, dans la crise financière asiatique de 1997 la Malaisie a pris l'initiative de rétablir le contrôle des changes et elle a gagné la bataille. Le FMI lui même a été contraint de la reconnaître.

(ii) *L'idée de régulation des investissements étrangers est de retour.*

Sans doute les pays du tiers monde n'envisagent-ils pas, comme ce fut le cas par le passé pour certain d'entre eux, de fermer leurs portes à tout investissement étranger. Au contraire les investissements directs sont sollicités. Mais les modalités de l'accueil sont à nouveau l'objet de réflexions critiques auxquels certains milieux gouvernementaux du tiers monde ne sont pas insensibles.

En relation étroite avec cette régulation la conception des droits de propriété intellectuelle et industrielle que l'OMC veut imposer est désormais contestée. On a compris que cette conception, loin de favoriser une concurrence « transparente » sur des marchés ouverts, visait tout au contraire à renforcer les monopoles des transnationales.

• (iii) *Beaucoup parmi les pays du Sud réalisent à nouveau qu'ils ne peuvent pas se passer d'une politique nationale de développement agricole qui tienne compte à la fois de la nécessité de protéger les paysanneries des conséquences dévastatrices de leur désintégration accélérée sous l'effet de la « nouvelle concurrence » que l'OMC veut promouvoir dans ce domaine et de préserver la sécurité alimentaire nationale.*

En effet, l'ouverture des marchés de produits agricoles, qui permet aux Etats Unis, à l'Europe et à quelques rares pays du Sud (ceux du cône Sud de l'Amérique) d'exporter leurs surplus dans le tiers monde, menace par là même les objectifs de sécurité alimentaire nationale, sans contrepartie, les productions des paysanneries du tiers monde rencontrant des difficultés insurmontables sur les marchés du Nord. Or cette stratégie libérale qui désintègre ces paysanneries et accentue la migration des campagnes vers les bidonvilles urbains provoque la réapparition de luttes paysannes dans le Sud qui inquiète désormais les pouvoirs.

La question agricole est souvent discutée, dans l'arène de l'OMC en particulier, sous l'angle exclusif des subventions octroyées par l'Europe et les Etats Unis non seulement aux productions de leurs agriculteurs mais également à leurs exportations agricoles. Cette fixation sur la seule question du commerce mondial des produits agricoles évacue d'emblée les préoccupations majeures invoquées plus haut. Elle entraîne par ailleurs de curieuses ambiguïtés, puisqu'elle invite les pays du Sud à défendre des positions encore plus libérales que celles adoptées en fait par les gouvernements du Nord, aux applaudissements de la Banque Mondiale (mais depuis quand la Banque Mondiale a-t-elle défendu les intérêts du Sud contre le Nord ?) Rien n'empêche de déconnecter les subventions accordées aux agriculteurs par leur gouvernements (après tout si nous défendons le principe de la redistribution du revenu chez nous, les pays du Nord ont également ce droit !) de celles destinées à soutenir le dumping des exportations agricoles du Nord.

(iv) *La dette n'est plus seulement ressentie comme économiquement insupportable. Sa légitimité commence à être remise en cause.*

Se dessine une revendication qui s'assigne l'objectif de répudiation unilatérale des dettes odieuses et illégitimes, comme d'amorcer un droit international de la dette – digne de ce nom – qui n'existe toujours pas.

Un audit généralisé des dettes permettrait en effet de faire apparaître une proportion significative de dettes illégitimes, odieuses et même parfois crapuleuses. Or les seuls intérêts payés à leur titre ont atteint des volumes tels que l'exigence – juridiquement fondée – de leur remboursement annulerait en fait la dette en cours et ferait apparaître toute cette opération comme une forme véritablement primitive de pillage.

Pour y parvenir, l'idée que les dettes extérieures devraient être régulées par une législation normale et civilisée, à l'instar des dettes intérieures, doit faire l'objet d'une campagne s'inscrivant dans la perspective de faire progresser le droit international et d'en renforcer la légitimité. Comme on le sait c'est précisément parce que le droit est muet dans ce domaine que la question n'est réglée que par des rapports de force sauvages. Ces rapports permettent alors de faire passer pour légitimes des dettes internationales qui, si elles étaient internes (que le créancier et le débiteur appartiennent à la même nation et relèvent de sa justice), conduirait débiteur et créancier devant les tribunaux pour « association de malfaiteurs ».

3. Nouvelles perspectives internationales

1° Hypothèse : *Le Sud doit et peut se libérer des illusions libérales et s'engager dans des formes renouvelées de développement autocentré.*

Sans doute dans l'immédiat les gouvernements du Sud semblent encore se battre pour un « néo-libéralisme véritable » dont les partenaires du Nord, comme ceux du Sud, accepteraient de « jouer le jeu ». Les pays du Sud ne pourront que constater que cet espoir est totalement illusoire.

Il leur faudra alors revenir au concept incontournable que tout développement est nécessairement autocentré. Se développer c'est d'abord définir des objectifs nationaux permettant à la fois la modernisation des systèmes productifs et la création des conditions internes qui la mette au service du progrès social, puis ensuite soumettre les modalités des relations de la nation avec les centres capitalistes développés aux exigences de cette logique. Cette définition de la déconnexion – qui n'est pas « autarcie » - situe le concept aux antipodes du principe opposé (celui du libéralisme) « d'ajustement structurel » aux exigences de la mondialisation, qui est alors forcément soumise aux impératifs exclusifs de l'expansion du capital transnational dominant, approfondissant les inégalités à l'échelle mondiale.

2 ° Hypothèse : *Un nouvel internationalisme des peuples associant Européens, Asiatiques, Africains et Américains est donc possible.*

Cette hypothèse, qui découle de ce qui précède et en constitue la conclusion, signifie que les conditions existent qui permettraient un rapprochement au moins de tous les peuples de l'ancien monde. Ce rapprochement se cristalliserait au plan de la diplomatie internationale en donnant consistance à l'axe Paris – Berlin – Moscou - Pékin, renforcé par le développement de relations amicales entre cet axe et le front afro-asiatique reconstitué.

Il va sans dire que des avancées dans cette direction réduisent à néant l'ambition démesurée et criminelle des Etats Unis. Ceux-ci seraient alors contraints d'accepter la coexistence avec des nations décidées à défendre leurs intérêts propres.

Dans le moment actuel cet objectif doit être considéré comme prioritaire d'une manière absolue. Le déploiement du projet américain surdétermine l'enjeu de toutes les luttes : aucune avancée sociale et démocratique ne sera durable tant que le plan américain ne sera pas mis en déroute.

Au Caire en mars 1997, dans cet esprit le Forum du Tiers Monde et d'autres ont créé le Forum Mondial des Alternatives dont la première initiative a été d'organiser en janvier 1999 « l'anti Davos à Davos ». Une cinquantaine de représentants de grandes organisations sociales des cinq continents – syndicats ouvriers, organisations de paysans, de femmes – sont venus dire aux milliardaires réunis à Davos : le vrai monde c'est nous qui le représentons, pas vous, et voilà ce que sont nos propositions pour chacun des thèmes de votre agenda ! Le succès de cet événement médiatique a été pour quelque chose dans la création du Forum Social Mondial qui s'est réuni par la suite à Porto Alegre en 2001, 2002 et 2003. La prochaine session du FSM doit se tenir en 2004 en Inde, et devrait de ce fait donner l'occasion aux intellectuels critiques d'Afrique et d'Asie de mieux faire entendre leurs voix et par là même contribuer à la renaissance de la solidarité des peuples afro-asiatiques face au double défi de la mondialisation libérale sauvage et de sa gestion militarisée par l'hégémonisme américain.

3° Hypothèse : *Les questions relatives à la diversité culturelle doivent être discutées dans le cadre des nouvelles perspectives internationales dessinées ici.*

La diversité culturelle est un fait. Mais un fait complexe et ambigu. Les diversités héritées du passé, pour autant légitimes qu'elles puissent être, ne sont pas nécessairement synonymes de la diversité dans la construction de l'avenir qu'il faut non seulement admettre mais rechercher.

Convoquer les seules diversités héritées du passé (islam politique, hindutva, confucianisme, négritude, ethnicités chauvines ...) constitue souvent un exercice démagogique des pouvoirs autocratiques et compradore, qui leur permet à la fois d'évacuer le défi que représente l'universalisation de la civilisation et de se soumettre en fait au diktat du capital transnational dominant. Par ailleurs, l'insistance exclusive sur ces héritages divise le tiers monde, en opposant Islam politique et Hindutva en Asie, Musulmans, Chrétiens et pratiquants d'autres religions en Afrique. La refondation d'un front politique uni du Sud est le moyen de dépasser ces divisions soutenues par l'impérialisme américain. Mais alors que sont et peuvent être les « valeurs » universelles » sur la base desquelles on peut construire l'avenir ? L'interprétation occidentalocentrique et restrictive de celles-ci légitime le développement inégal produit immanent de l'expansion capitaliste mondialisée d'hier et d'aujourd'hui. Elle doit être rejetée. Mais alors comment faire avancer des concepts authentiquement universels, enrichis par l'apport de tous ? Ce débat ne peut être ignoré.

REFERENCES

SOMMAIRE

A – PREMIERE PARTIE

- I. Le mouvement des non alignés et l'ère de Bandoung**
- II. La création du CODESRIA**
 - Construire une pensée africaine autonome
 - Les instruments de la construction
- III. Le paradigme du développement**
 - Le capitalisme mondialisé est polarisant
 - L'option d'un développement autocentré
 - Une lecture critique des expériences populistes
 - Le concept de déconnexion

B – DEUXIEME PARTIE

- IV. Du projet de NOEI à Cancun**
- V. L'étape nouvelle de la mondialisation :**
 - 1. La révolution technologique**
 - 2. Pauvreté ou paupérisation ?**
 - La nouvelle question agraire
 - La nouvelle question ouvrière
 - Pauvreté ou paupérisation ?
 - L'Afrique face à la quart mondialisation
- VI. Nouvel impérialisme collectif du triade**
- VII. L'ambition démesurée des Etats Unis**
- VIII. Eléments d'une stratégie alternative**
 - 1. Les caractéristiques de la nouvelle étape**
 - 2. Renaissance d'un front au Sud ?**
 - 3. Nouvelles perspectives internationales.**